

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

No. 2 novembre – décembre 2005

AVANT-PROPOS	1
POLITIQUE INTÉRIEURE.....	2
1. Le premier ministre Wen Jiabao, un fusible critiqué au sein du Parti et du gouvernement.....	2
2. La pollution de la Songhua et l'information en Chine.....	3
3. Zeng Qinghong reprendrait la gestion des relations avec Taiwan.....	5
ÉCONOMIE	6
4. Etat néo-libéral ou Etat providence pour la Chine : un débat.....	6
5. Les révolutions bancaires (1) : rapide état des lieux par Zhou Xiaochuan .	7
6. Les révolutions bancaires (2) : Les Diables Roux à la porte de Minsheng .	9
7. Mines de charbon : la prévention coûte plus cher que les vies humaines	10
8. Les migrants des différentes régions n'ont pas les mêmes revenus	11
POLITIQUE EXTÉRIEURE	13
9. Les relations Chine-Etats-Unis : une analogie avec les stratégies du marché financier	13
10. Asie : la région n'existera qu'avec la Chine contre les Etats-Unis et leur ordre.	15
11. La menace de sanctions contre l'Iran n'est pas crédible	17
12. Les ONG américaines, vecteur de la démocratie politique en Asie centrale.....	18
PRESSE TAIWANAISE	20
13. Relations entre les deux rives : deux approches de la sécurité future....	20
14. Après la défaite du camp présidentiel aux législatives de décembre, le pouvoir revient vers les partis.....	22
15. L'économie taïwanaise au miroir de la Corée du Sud.....	23
La presse de ce numéro	26

Bulletin électronique d'Asia Centre – Centre études Asie sur la Chine, **China Analysis - Nouvelles de Chine** est dirigée par François Godement et Michal Meidan et commente l'actualité chinoise sur les thèmes politiques, économiques et de société, stratégiques et de relations internationales. **China Analysis - Nouvelles de Chine** s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin avec pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et du monde chinois.

www.centreasia.org

AVANT-PROPOS

Après la longue succession politique de 2002-2003 puis les épisodes de « fièvre économique » avec l'hypercroissance en 2005, c'est aujourd'hui le traitement de l'information et l'évolution de la liberté, même relative, de débat qui sont en question en Chine. Les dirigeants de la 4^{ème} génération aujourd'hui aux commandes présentent l'apparence d'une phalange unifiée, dont les commentateurs étrangers cherchent avant tout à percevoir les choix stratégiques sur le plan international : diplomatie de l'énergie, « ascension pacifique », pression sur Taiwan et véritable rupture politique sino-japonaise occupent tous les commentaires.

Ce numéro de China Analysis montre pourtant que bien d'autres tendances se font jour en Chine : l'accord au sein du groupe dirigeant n'est peut-être pas aussi unanime que ne le laissent penser les textes officiels ; le destin des réformes et l'orientation future du système économique et social chinois, l'ouverture des banques chinoises au vent de la concurrence, le spectre de l'inégalité sociale flagrante affleurent dans les analyses de la presse et des revues chinoises : voir dans ce numéro une analyse de la revue Zhengming (page 2), mais aussi le débat sur le rôle de l'Etat (page 7) ; Le South China Morning Post, peu sujet à l'audace, a récemment parlé de « contre-offensive conservatrice » en cours en Chine : le durcissement vis-à-vis de la presse et des dissidents démocrates s'expliquerait par la crainte de polémiques au sommet du Parti. Les thèmes en débat sont jugés si sensibles qu'ils ont provoqué, par exemple, le limogeage du rédacteur en chef du Quotidien de Pékin, un de ces nouveaux organes de presse hybrides, mi-commerciaux mi-officiels. A tout le moins les textes publiés restent révélateurs, prouvant qu'il serait difficile de revenir à la « langue de bois » d'antan dans tous les domaines.

A Taiwan, pendant ce temps-là, le parti présidentiel de Chen Shui-bian est menacé d'éclatement après l'échec aux élections législatives de décembre dernier. Tenaillé entre le parti-pris sécuritaire et la course aux profits des entreprises sur le continent, l'ex parti Vert perd sa cohérence. Sur ce plan, l'accalmie dans les déclarations officielles chinoises, même si elle ne s'est pas accompagnée d'une pause dans l'escalade des armements, a produit plus de résultats que les menaces des années précédentes.

François Godement et Michal Meidan

POLITIQUE INTÉRIEURE

1. Le premier ministre Wen Jiabao, un fusible critiqué au sein du Parti et du gouvernement

*Synthèse commentée de Michal Meidan d'après:
- Luo Bing, « une vague supplémentaire de lutte au sein du Parti », Zhengming, no. 10, pp. 9-10*

A la veille du cinquième plénum du Comité central du Parti communiste chinois (8-10 octobre 2005), le mensuel hongkongais *Zhengming* faisait état d'une montée des tensions au sein du groupe dirigeant chinois. Cette fois-ci, il semblerait que Wen Jiabao ait été la cible d'une critique généralisée, aussi bien de la part de membres du Bureau politique que de certains Ministres.

A la veille du cinquième plénum, le bureau général (*bangongting*) du Comité central ayant déjà transmis aux membres et aux membres suppléants la liste des questions à débattre lors du plénum (à savoir, la formulation et dernières révisions du 11ème plan quinquennal ; les mesures à prendre en vue d'atteindre une « société harmonieuse » (*hexie shehui*) et le débat au sujet des obstacles à sa réalisation ; la mobilisation des forces au sein du Parti et de la société), le Secrétariat (sous la direction de Zeng Qinghong) aurait alors rajouté une question à l'ordre du jour : l'évaluation initiale des tendances économiques, financières et sociales du pays. Or, un sujet ne peut être ajouté ou modifié dans l'ordre du jour de façon arbitraire, toute décision exceptionnelle devrait être soumise à l'approbation du Comité permanent du Bureau politique. Le premier ministre Wen Jiabao aurait alors enquêté et découvert que ce point nouveau devait être évoqué comme une question de réflexion et non pas comme un véritable sujet pour l'ordre du jour. En outre, l'évaluation des tendances économiques, financières et sociales du pays ciblerait les dossiers dont Wen Jiabao a la charge, et pourrait être vu comme une mise en cause publique du travail de ce dernier.

Ainsi, même si la question n'a pas eu d'écho public au sein du Comité central, aussi bien Wu Guanzheng que Luo Gan se seraient étonnés de cette « activité factionnelle » et de l'irrégularité dans la procédure. Tout ceci aurait eu lieu au moment où Hu Jintao effectuait sa visite officielle au Canada (fin août 2005) et, tel que l'auteur présente les faits, aurait ensuite été dirigé contre Wen Jiabao en raison de son incapacité à faire face à ces « activités factionnelles ».

Le deuxième évènement majeur qui aurait affecté le bilan politique de Wen se serait déroulé lors d'une réunion du Conseil d'état. Les ministres, relate Luo Bing, auraient débattu des effets du

« mouvement d'éducation socialiste »¹ et auraient critiqué cette initiative, la jugeant irréalisable et mal adaptée à la résolution des problèmes qui minent le Parti ainsi que pour la réalisation de la « société harmonieuse ». L'article cite Wu Yi comme une des ministres qui aurait soutenu ces propos.

Enfin, l'affaire Zeng Qinghong et la critique des ministres auraient circulés dans le système politique chinois ; Li Changchun, membre du Bureau politique, aurait donc également saisi cette opportunité pour faire sa propre critique de Wen Jiabao, estimant que sa « sensibilité politique n'est pas assez élevée » (*zhengzhi mingandu bu gao*). Mais les critiques contre Wen Jiabao auraient toutefois commencé bien longtemps avant ces deux incidents. Au mois de Mars 2005, les gouverneurs de Shanghai, Zhejiang, Guangdong et Shandong se seraient plaints que la régulation macroéconomique nuisait au développement économique, bloquait le développement de la réforme et de l'économie de marché, aboutissant à une stagnation de l'économie régionale, et risquant ensuite de provoquer l'instabilité sociale.

Au mois de Mai et Juin quelques provinces et municipalités autonomes (c'est-à-dire rattachées directement au pouvoir central) auraient exigé une décentralisation des finances et de la régulation macro économique ; au mois de Juillet certains gouverneurs de province auraient annoncé que les réformes dans l'éducation, le système médical et la réforme des entreprises d'état avaient échoué et que les répercussions sociales seraient lourdes. Au Zhejiang, au Jiangxi et au Shandong les dirigeants locaux auraient déploré l'échec des réformes médicales et auraient dirigé de façon voyante leurs critiques contre Wen Jiabao. Au mois d'Août, la critique du gouvernement aurait porté sur les réformes du système éducatif, puis au cours du même mois, l'attitude de Wen Jiabao au sujet de la crise énergétique aurait été jugée irrésolue.

Toutefois, il semblerait que les « anciens » du Parti auraient réitéré leur soutien à Wen Jiabao. De plus, avant le cinquième plénum, Hu Jintao aurait fait circuler un document citant les huit questions qui devraient être traitées afin de projeter une image d'unité du Parti sur le plan national et international. Dans ce texte, il met en garde contre les rivalités internes qui mettent en danger le travail et les progrès du Parti. Il préconiserait donc de renforcer l'unité du Parti, ce qui permettrait de maintenir l'estime du peuple pour le parti ; l'organisation et la discipline morale des cadres du Parti et du gouvernement ; la capacité du Parti et du gouvernement à mettre en œuvre les politiques ; l'efficacité du travail quotidien du Parti ; l'image du Parti et par extension du pays sur le plan international.

¹ Voir les Nouvelles de Chine no. 24, fév.-mars 2005

2. La pollution de la Songhua et l'information en Chine

Après une série d'accidents de grande envergure survenus en Chine, l'explosion d'une usine chimique et le déversement de benzène dans le fleuve Songhua en Chine au mois de novembre 2005 et surtout le long délai avant que l'événement ne soit rendu public, ont suscité de vives réactions dans la presse libérale de Pékin et du sud du pays. Mais l'événement et ses répercussions ont également donné lieu à la mise en place d'une nouvelle procédure de gestion des catastrophes. Le numéro de *Caijing* du mois de novembre² a souligné dans son éditorial l'urgence de la création d'un système de gestion de crise qui permette de coordonner le travail des administrations centrales et des gouvernements locaux : le cloisonnement et l'absence de communication d'urgence ont en effet contribué à freiner les mesures nécessaires. Moins de deux mois plus tard, les organes de la presse officielle annoncent la mise en place d'un plan d'intervention d'urgence qui devrait coordonner la gestion des catastrophes. Ce plan prévoit la mise en place d'un bureau subordonné au Conseil des Affaires de l'état, chargé de la coordination des activités de secours³. Le plan prévoit aussi que les personnes "qui apporteront des contributions exceptionnelles seront récompensées", tandis que "celles qui ne signaleront pas ou qui dissimuleront des incidents ou des accidents" seront "punies". Si cela prouve le rôle d'aiguillon que jouent les médias – ce qu'ils revendiquent ouvertement pour eux-mêmes – tout n'est pas pour autant public ni publiable en Chine, comme en témoignent les nombreux déboires d'organes de presse. Mais la pression à la fois nationale et internationale aboutit à des réactions plus rapides de la part du gouvernement. Restera à vérifier si ces annonces sont effectivement suivies d'une mise en œuvre efficace.

Synthèse commentée de Patricia Batto, d'après :
- « *Shei zhizao le Haerbin konghuang ?* », 21 Shiji Jingji Baodao (21st Century Business Herald), 24 novembre 2005 ;
- « *Songhua jiang liuyu de duominuo gupai* », 21 Shiji Jingji Baodao, 28 novembre 2005 ;
- South China Morning Post, 3 juin 2005.

La récente catastrophe écologique ayant frappé la ville de Harbin (province du Heilongjiang) donne un bon aperçu du fonctionnement de l'information en Chine.

Le 13 novembre, une explosion dans une usine pétrochimique de la ville de Jilin (province du Jilin) entraîne le déversement de 100 tonnes de benzène et produits similaires dans la rivière

² "Les catastrophes environnementales sont de grands incidents", *Caijing*, numéro 147, 28 novembre 2005.

³ "China unveils emergency response plan", *Xinhua*, 8 janvier 2006

Songhua, à quelque 380 kilomètres en amont de Harbin. Une nappe de pollution, longue de 80 kilomètres, contenant des toxines hautement cancérigènes, commence à flotter vers Harbin. Mais ce n'est que le mercredi 23 novembre, soit dix jours après l'explosion, que les autorités reconnaissent l'existence d'une pollution massive de la Songhua, dans laquelle Harbin puise la plus grande partie de son eau potable pour ses 4 millions d'habitants. Mardi 22 novembre, à minuit, l'alimentation en eau de Harbin est coupée. Elle est rétablie pour quelques heures dans la journée du mercredi 23, avant d'être définitivement rétablie au bout de cinq jours de coupure, dimanche 27 novembre, après le passage de la nappe de pollution.

Dimanche soir, 20 novembre, un internaute de Harbin lance la question suivante sur un forum : « Il semble qu'un tremblement de terre soit prévu prochainement à Harbin. Qu'en est-il vraiment ? ». D'autres messages, sur le même thème, apparaissent sur divers forums. La rumeur enfle. Mardi 22 novembre à 13 heures, un journaliste du *21 Shiji Jingji Baodao* recense sur un seul des forums le nombre de messages faisant état d'un tremblement de terre devant frapper à Harbin : il dépasse la centaine de milliers !

De fait, dans la journée du dimanche 20 novembre, le Bureau antisismique de la province du Heilongjiang a été inondé d'appels téléphoniques, s'enquérant d'un éventuel tremblement de terre à venir. La réponse du Bureau fut sans ambiguïté : non, rien de tel n'est prévu.

Mais de toute évidence, cela ne suffit pas à convaincre la population, car à partir de ce moment-là, les internautes de Harbin cherchent à obtenir des informations sur le web. Des messages s'enquérant de la date du tremblement de terre apparaissent sur tous les forums du pays. On ne cherche plus à savoir si oui ou non un tremblement de terre est prévu ; mais pour quand exactement il est prévu. Les messages font souvent allusion à une nouvelle publiée par les médias le 20 novembre : la municipalité de Harbin a tenu une réunion le 19 novembre sur la prévention des catastrophes naturelles ; pendant cette réunion, a également été discuté et adopté un « projet de prévention des tremblements de terre et des catastrophes naturelles ». En effet, fin juillet, la province du Heilongjiang avait été frappée par un tremblement de terre.

La plupart des messages déposés sur le Net sont rédigés sur le même modèle : un parent [ou un ami] à moi travaille au Bureau antisismique [ou au gouvernement, ou dans une entreprise d'Etat], il a un poste très élevé, il a été prévenu qu'un tremblement de terre allait frapper Harbin...

A ce moment-là, certains habitants ont déjà monté des tentes dans les rues de Harbin pour y passer la nuit, et les gens se précipitent dans les magasins pour stocker des vivres et de l'eau. A

partir de lundi, bus, trains et avions sont pris d'assaut.

Le matin du lundi 21 novembre, le porte-parole du Bureau antisismique du Heilongjiang déclare que l'annonce d'un prochain tremblement de terre à Harbin est une pure rumeur, qu'il n'y a absolument rien craindre, que stocker des vivres ou passer la nuit sous la tente est inutile.

Toujours ce 21 novembre, alors que la rumeur sur le tremblement de terre commence à s'apaiser, un autre type de message fait son apparition sur les forums à partir de midi : l'eau de Harbin a été polluée, une coupure d'eau générale, de plusieurs jours, est prévue.

Cette nouvelle acquiert rapidement de la crédibilité. En effet, la municipalité de Harbin finit par publier deux communiqués. Le premier, le soir du 21 novembre, annonce qu'à partir du lendemain midi, l'eau sera coupée à Harbin pour quatre jours minimum, afin d'effectuer des travaux de réparation sur le système de distribution. Le second communiqué explique que, suite à un accident dans une usine pétrochimique du Jilin le 13 novembre 2005, le Bureau de protection de l'environnement n'exclut pas l'arrivée d'une pollution en provenance de l'amont, même si la qualité de l'eau de la Songhua dans la municipalité de Harbin n'est pour le moment pas affectée ; aussi, pour garantir la sécurité de la population, l'approvisionnement en eau de la ville va être suspendue. Les raisons invoquées pour la coupure d'eau étant différentes dans les deux communiqués, une autre vague de messages déferle alors sur les forums Internet.

Ce n'est que le 23 novembre, un jour après la coupure d'eau à Harbin (qui finalement n'a pas lieu à midi, mais à minuit), que les autorités au niveau central reconnaissent, par la voix de l'organe gouvernemental chargé de la protection de l'environnement (State Environmental Protection Administration, Sepa), que l'explosion dix jours plus tôt dans le Jilin était à l'origine d'une sérieuse pollution de la Songhua.

La transparence n'est donc toujours pas le fort des autorités chinoises. On s'aperçoit aussi que la population a une confiance limitée dans les autorités : malgré les démentis du Bureau antisismique, elle a continué à redouter un tremblement de terre. Et elle a essayé de s'organiser avec les moyens à sa disposition, Internet et le téléphone, saturant au plus fort de la panique le réseau téléphonique...

Les forums sur le Web sont des espaces de discussion publique. Mais le manque de transparence engendre des effets pervers, des rumeurs et des mouvements de panique. Le vendredi 25 novembre, un quotidien de Harbin affichait deux grands titres en une : le premier sur la pollution de la Songhua, le deuxième assurant qu'il n'y aurait pas de tremblement de terre à Harbin...

Enfin, bien que la gestion de la crise par la municipalité Harbin est loin d'avoir été exemplaire,

on ne peut que s'étonner que ce soient les autorités de Harbin qui aient révélé la pollution de la Songhua, et non pas l'entreprise à l'origine de celle-ci, ou encore les autorités de l'endroit où a eu lieu l'accident, c'est-à-dire les autorités de la municipalité ou de la province du Jilin. Après l'explosion du 13 novembre, l'usine pétrochimique s'est contentée d'annoncer que celle-ci n'avait pas pollué l'air. Le 22 novembre encore, elle niait être à l'origine d'une quelconque pollution de la rivière, avant de présenter ses excuses par la suite. Quant aux autorités du Jilin, elles n'auraient prévenu leurs homologues du Heilongjiang des risques de pollution que le 18 novembre.

Après l'annonce officielle du gouvernement central le 23 novembre, les autorités du Jilin affirmèrent que, dès le lendemain de la catastrophe, elles avaient prévenu les personnes habitant au bord de la Songhua, les gouvernements locaux et les entreprises de ne plus utiliser l'eau de la rivière. Dans la province du Jilin, la seule ville traversée par la Songhua après la ville de Jilin où a eu lieu l'explosion, est Songyuan. Cette municipalité compte 2,8 millions d'habitants, dont 430 000 dans l'agglomération urbaine proprement dite. Mais à la différence de Harbin, son eau est essentiellement tirée de puits, moins de 30 % de son approvisionnement proviennent de la Songhua. Dès le 16 novembre, l'eau est coupée dans cette municipalité, affectant essentiellement l'un de ses districts ; elle n'est rétablie que sept jours plus tard. Aucune explication n'est fournie aux habitants. Les différents communiqués officiels après l'explosion affirment tous qu'il n'y a aucun danger. Toutefois l'inquiétude des habitants monte quand des poissons morts commencent à flotter à la surface de la rivière...

D'après le Bureau de l'eau de Songyuan, c'est en raison de la pollution grandissante de la Songhua que la ville s'approvisionne de moins en moins dans la rivière. En effet, la pollution est un problème majeur en Chine. 70 % des lacs et cours d'eau sont pollués. La Sepa a annoncé, début juin 2005, que la qualité de l'eau de 2 des 7 grands cours d'eau du pays (Rivière des Perles et Yangtse) était bonne, plutôt mauvaise pour 4 autres (Liaohe, Huaihe, Fleuve Jaune et Songhua), et mauvaise pour la Haihe (qui alimente notamment Pékin et Tianjin). Après analyse de 412 sections de ces 7 cours d'eau, il s'est avéré que la qualité de l'eau était impropre à la consommation humaine dans 58,2 % des cas.

L'après-midi du 20 novembre, la nappe de pollution sur la Songhua arrive à Zhaoyuan, à la frontière du Jilin et du Heilongjiang. Là aussi, les autorités ont cessé de puiser de l'eau dans la rivière plusieurs jours avant que Harbin ne prenne la même décision.

Chose assez rare pour mériter d'être signalée, de nombreux médias chinois se sont montrés très critiques à l'égard de la pollution de la Songhua, et particulièrement envers l'usine pétrochimique de Jilin. Beaucoup de journaux et de télévisions ne se

sont pas contents de reproduire les dépêches de l'agence Chine nouvelle, mais ont envoyé leurs propres reporters.

L'affaire de Harbin va-t-elle inciter les autorités chinoises à plus de transparence ? Rien n'est moins sûr. Le secrétaire du Parti communiste de la province du Heilongjiang déclarait dimanche 27 novembre que guider l'opinion publique, spécialement sur Internet, était devenu une tâche urgente...

3. Zeng Qinghong reprendrait la gestion des relations avec Taiwan

Suite au décès de Wang Daohan, ancien président de l'Association pour les relations entre les deux rives du détroit de Taiwan (ARATS) et représentant officiel de l'ARATS pour la signature du compromis de 1992⁴, une cérémonie officielle a été organisée le 30 décembre à Shanghai, couverte ensuite par toute la presse officielle. La brève ci bas est intéressante non simplement du fait de l'attention particulière accordée à la présence de Zeng Qinghong mais surtout du fait que c'est le Wen Wei Po, journal de la RPC à Hong Kong, qui choisit de mettre en avant le rôle de Zeng dans la gestion des affaires taiwanaises.

- *Li Wei-ping, Chang Luo-lan, Wang Battalion, "Zeng Qinghong's Attendance at the Funeral Triggers Speculations", Wen Wei Po, 31 décembre 2005*

A local political observer pointed out that the presence of Zeng Qinghong and Jiang Zemin at Wang Daohan's funeral today was the focus of people's attention. The outside world had rightly predicted that Jiang Zemin would attend Wang Daohan's funeral in light of the close ties and profound friendship between the two. The observer, however, was a bit surprised at the appearance of Zeng Qinghong.

It was fair and reasonable for Jiang Zemin to personally attend the funeral in view of Wang Daohan's role as a teacher and friend of Jiang Zemin, according to the observer. In contrast, Zeng Qinghong is holding high-level posts as member of the Standing Committee of the CPC Central Committee Political Bureau and vice president of the state and is in charge of Hong Kong and Macau affairs. His personal attendance at the funeral of Wang Daohan, who played an important role in the development of cross-Strait relations, cannot help but trigger a lot of speculation on Zeng Qinghong's portfolios.

⁴ Voir M. Duchâtel, " Chine-Taïwan : pourquoi Pékin ne peut plus reprendre le compromis de Singapour (1992) avec le gouvernement Chen Shui-bian ? ", *Les Nouvelles de Chine*, no. 20 octobre 2004.

ÉCONOMIE

4. Etat néo-libéral ou Etat providence pour la Chine : un débat

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :
- Yao Yang, « Refuser le déclin de la morale », Caijing, numéro 147, 28 novembre 2005
- Qin Hui, « La 'fausse concurrence inéquitable' et la 'fausse égalité qui mine la concurrence' », Caijing, numéro 147, 28 novembre 2005

Yao Yang, professeur d'économie à l'Université de Pékin, procède dans son article à une critique du rôle démesuré que l'on attache à la morale (*daode*) comme principe de régulation et de gouvernance de la société contemporaine chinoise. Si cette morale était bénéfique pour la gestion des interactions sociales aux plus bas niveaux de la société à l'ère impériale, à présent, elle ne permet plus de répondre aux besoins d'une société en mutation.

Yao Yang entend essentiellement par "interactions sociales" les liens de nature économique et commerciale entre les individus, ainsi que la relation entre les individus et l'Etat. La réflexion sur ceux-ci concerne d'abord la répartition des droits et des richesses au sein du peuple chinois. Yao Yang critique les chercheurs chinois qui se contentent de se faire l'écho de griefs populaires, se prêtant souvent à "un populisme démesuré" en appelant à une équité sociale et à une « égalité des résultats (de la concurrence) ». Or ce qu'il faudrait, d'après Yao Yang, c'est donner au peuple une nouvelle notion de « ce qu'il devrait avoir » (*ying de zhiwu*), et, partant de là, mieux gérer la relation entre « efficacité (du marché) » et « équité ».

La contradiction qu'évoquent « certains chercheurs » entre l'allocation des ressources par le marché et le partage équitable des fruits de la croissance économique qui en résulte, n'en est pas véritablement une pour Yao. En définissant correctement le rôle de l'Etat dans l'allocation des droits et des richesses – sur la base d'une détermination des limites entre une distribution égalitaire et une distribution faite par le marché – cette contradiction s'efface. Il faut d'abord déterminer quels sont les droits qui devraient être octroyés et protégés par l'Etat. Pour Yao Yang, les droits individuels ne doivent pas être un objectif en soi, d'autant que ceci réduit l'Etat au rôle de protecteur passif de ces droits. Au contraire, l'Etat doit jouer un rôle actif, mais limité à un domaine restreint, fondé sur la réciprocité⁵ avec les individus. En effet, les droits qu'octroie et protège

⁵ Cette réciprocité est vue entre l'Etat et la société d'une part, comme entre les citoyens d'autre part.

l'Etat⁶ sont des droits dont un individu ne peut user pour nuire à autrui tels que la liberté d'expression, la liberté de résidence, le respect de l'individu, (*geren zunzhong*), l'égalité civile (*gongmin pingdeng*). Ce sont « des droits pour lesquels une démarcation et une distribution par l'Etat ne sont pas nécessaires »⁷.

Sur cette base là, se pose la question suivante : comment devrait intervenir un Etat « actif » (*jiji*) dans la société ? Si le dernier quart de siècle a vu en Chine un développement économique « utilitariste » qui a mis l'accent sur la croissance globale sans s'attacher au développement individuel, cette tendance ne devrait pas être arrêtée ou modifiée pour placer l'individu au premier plan, mais seulement réajustée légèrement. Car en fin de compte, c'est la croissance économique qui permet le développement individuel, à partir des capacités de chacun. Or, c'est cette "capacité" (能力 – *nengli*) que l'Etat devrait fournir à ceux qui n'en possèdent pas. L'intervention étatique doit donc se limiter à répondre aux besoins fondamentaux en matière d'éducation, de couverture médicale, d'alimentation et d'allocations de retraite et de chômage pour ceux qui n'en disposent pas. A partir de cette perspective, le problème actuel de la Chine réside dans l'inégale répartition des capacités et non dans celle des revenus...

Dans le même numéro de Caijing, Qin Hui critique le fondement même de ce raisonnement. Il réfute les définitions d'"efficacité" et d'"égalité" auxquels se réfère Yao Yang, puisées selon lui dans les théories économiques de pays développés. Ces théories s'interrogent sur les moyens de maîtriser les conséquences d'une concurrence qui est, à la base, égalitaire ; mais le problème en Chine est celui de l'inégalité des opportunités et de ce que Qin Hui appelle « fausse concurrence ». Le problème en Chine n'est pas le fait que les gagnants au jeu de la concurrence accumulent les richesses, mais que ce sont bien les détenteurs du pouvoir (权家 – *quanjia*) qui gagnent toujours. La Chine suit selon Qin Hui le chemin par excellence d'une oligarchie. Ainsi, la distribution des biens publics se fait à travers un processus de « fausse concurrence » qui nuit à l'efficacité et détruit l'équité. Les solutions que proposent Yao Yang et d'autres analystes ne feraient que contribuer à la perpétuation de ce système et, à terme, sa domination, par les détenteurs du pouvoir. Qin Hui propose donc d'abord de parvenir à l'égalité des

⁶ Par quels moyens ? bien que Yao Yang refute la moralité comme base des liens sociaux, il la remplace par l'état, sans pour autant évoquer les moyens qui devraient être mis à sa disposition.

⁷ Le raisonnement s'avère d'inspiration essentiellement libérale – l'Etat a-t-il en fin de compte un rôle actif ou passif ? D'où vient la protection de ces droits "octroyés" par l'Etat mais qu'il ne devrait pas borner ni distribuer ?

chances puis, une fois les bases d'une concurrence égalitaire établis, la Chine pourrait envisager une forme ou une autre d'Etat providence, même si Qin Hui n'élabore pas sa vision du rôle que pourrait ensuite avoir cet Etat.

De son côté Yao Yang conclut qu'une fois les droits individuels garantis et les « capacités » fournies aux individus, la contradiction entre « efficacité » et « équité » est résolue. C'est donc le rôle des chercheurs chinois d'encourager et de réfléchir sur cette solution. Qin Hui lui répond par un avertissement: les chercheurs ne devraient pas, même s'ils ont une certaine influence sur les décideurs, négliger la scientificité de leurs propos. En formulant des politiques, le décideur préférerait des politiques adoptables (*kecaina*) plus encore que réalisables (*kexingxing*). Le chercheur, lui, doit au contraire mettre en avant la logique scientifique de ses propos, indépendamment de l'accueil qui lui sera réservé par le public ou les décideurs. « Les chercheurs ne peuvent négliger la scientificité tout comme les décideurs ne peuvent négliger l'équité ou la morale. Or ce qui se passe actuellement est une infraction à ces deux principes, et c'est contre cela que nous [chercheurs et intellectuels] devons lancer un avertissement ».

5. Les révolutions bancaires (1) : rapide état des lieux par Zhou Xiaochuan

Synthèse commentée de Thibaud Voïta d'après :
- Zhou Xiaochuan : « Comment attirer des capitaux dans les banques commerciales publiques chinoises ?⁸ » et « Zhou Xiaochuan parle de la réforme bancaire » (interview), *Caijing*, n°147, 28/11/05.

Zhou Xiaochuan occupe actuellement le poste de gouverneur de la Banque centrale chinoise (la Banque Populaire de Chine). Il est considéré comme un réformateur, très ouvert sur l'Occident. Certains le désignent déjà comme un membre de la « Cinquième Génération » montante. Dans sa carrière, on a pu le voir entre autres à la tête de l'autorité des marchés boursiers chinois (China Securities Regulatory Commission, CSRC) et de la China Construction Bank (CCB). C'est sous sa direction qu'a commencé la préparation au lancement en Bourse de cette dernière, en 1999.

Caijing publie ici un ancien article ainsi qu'une interview dans lesquels il donne son avis sur la réforme bancaire chinoise, à l'heure où les prises de participation étrangères se multiplient et où l'introduction en Bourse de la CCB a défrayé la chronique.

⁸ Cet article est une reprise d'un texte publié dans le *Quotidien du Peuple* du 9 mai 2000, alors que Zhou était encore directeur de la China Construction Bank.

Ces articles rappellent que la crise asiatique de 1997 est à l'origine de l'accélération des réformes bancaires. Si elle a épargné en grande partie la Chine, elle a agi comme un électrochoc auprès des dirigeants. Pour éviter que le pays ne connaisse une telle crise, il était devenu nécessaire de consolider le secteur financier. Pour ce faire, ont ainsi été créées en 1999 les quatre Asset Management Companies (AMC) qui prennent chacune en charge les prêts non performants (PNP) d'une des banques commerciales publiques (*State-Owned Commercial Banks* – SOCB). Pour superviser cette réforme, les autorités ont aussi mis en place une Commission de Régulation Bancaire (la *China Regulatory Banking Commission* CRBC) dirigée par le dynamique Liu Mingkang. Le gouvernement a en outre entrepris de régulières et massives recapitalisations des banques, la dernière ayant eu lieu début 2005, pour une somme de 45 milliards de dollars prélevée sur les réserves de change. Enfin, les banques chinoises s'ouvrent de plus en plus aux participations des banques étrangères (voir article suivant)⁹.

Officiellement, ces changements ne constituent qu'une application des mesures décidées lors du XVIème Congrès, fin 2002. La feuille de route donnait alors comme objectif de « définir des structures d'actionnariat pour les SOCB ; d'accélérer le règlement des PNP ; d'accroître la capitalisation ; de mener à bien les introductions en Bourse¹⁰ ».

Pour justifier les réformes entreprises, Zhou n'a de cesse de **comparer les SOCB aux entreprises publiques** (*State-Owned Enterprises* – SOE). La réforme des SOE a donc servi de fil directeur à celle des SOCB.

A la fin des années 1990, leurs problèmes se rejoignent. Pour lui, le principal handicap au bon fonctionnement des SOE et des SOCB tient aux liens trop étroits qui unissent ces dernières à l'Etat. Ces liens impliquent de nombreuses interférences administratives ; un trop grand contrôle des structures de gouvernance ; une absence de recherche de profits dans les modes de gestion et une « bureaucratie envahissante » (*jiguanhua*).

Il en découle pour les SOE et les SOCB une incapacité à définir des politiques commerciales indépendantes ou à fixer librement les prix, et une pression concurrentielle très faible ; pour ne citer que les problèmes les plus évidents.

⁹ Sur le sujet des réformes bancaires, on se référera avec profit à *La Revue d'Economie Financière*, n°77, décembre 2004, « L'Avenir Financier de la Chine » ou encore à la *Revue Financière Grande Chine*, n°298 du 30/09/05.

¹⁰ Principes énoncés dans la « *Guanyu wanshang shihuizhuyi shichang jingjitizhi ruogan wenti de jue ding* [Décision Relative à la Résolution de certains Problèmes du Système de l'Economie Socialiste de Marché] ».

Malgré ces points communs, Zhou cite deux singularités qui caractérisent les banques chinoises.

(1). Celles-ci sont des pivots (*shuniu*) de l'économie socialiste de marché : elles restent le principal canal de financement. (2). En outre, « l'invasion bureaucratique » reste plus importante dans les SOCB que dans les SOE.

Ces deux particularités font des banques des mastodontes plus complexes à réformer que les SOE.

Afin de régler ces problèmes et de rendre les banques chinoises plus concurrentielles, Zhou prône le retrait de l'Etat.

Il insiste aussi longuement sur l'amélioration du **ratio de fonds propres** des banques. L'objectif affiché consiste à se maintenir au-delà des 8% décidés lors des accords de Bâle I (1988).

Cette priorité accordée au respect du ratio Cooke remonte à 1995, elle est citée dans la « Loi relative aux Banques Commerciales de la République Populaire de Chine¹¹ ». Cette loi prévoit de respecter Bâle en 2000, objectif évoqué par Zhou dans son article de la même année. A aucun moment n'est donnée la situation actuelle des SOCB en matière de ratio de fonds propres, à savoir environ 6% seulement (fin 2002)¹².

Où en sont les banques aujourd'hui ?

Zhou se félicite des avancées positives réalisées ces dernières années, en particulier depuis le XIème Congrès du PCC, en 1978. Il énumère les principaux succès. D'abord, le spectre de la crise systémique qui rôdait en 1997 semble aujourd'hui bien loin. Il cite les réformes accomplies par la CCB, en matière de gouvernance, de gestion, de prévention des risques... 2003 constitue pour lui une date charnière : c'est à ce moment que la CCB a commencé à réellement assumer la responsabilité (*fu*) de ses actifs à long terme (expression qui signifie probablement que la CCB s'est alors lancée dans la recherche de profits).

Ensuite, les interventions du gouvernement ont, toujours d'après Zhou, sensiblement diminué. De nouveaux critères d'évaluation des performances (*kaohé de chidu*) ont été mis en place. Autrement dit, l'efficacité serait aujourd'hui évaluée sur des critères plus économiques que politiques. Concrètement, ont été améliorés : la comptabilité¹³, le calcul des PNP et la clarté de la feuille de route des réformes.

¹¹ « *Zhonghuarenmingongheguo Qiyeyonhang Fa* ».

¹² CHEN Mengwen, GOYEAU Daniel (2005), « Les Banques Chinoises face à l'Ouverture Internationale de leur Marché », Onzième Séminaire International de Recherche Euro-Asie, Politiques Gouvernementales et Stratégies d'Entreprises en Asie, 19 et 20 mai, Université de Nanchang, Chine.

¹³ Sur ce vaste sujet, voir la conférence de novembre 2005 entre le China Accounting Standards Committee

Les propos de Zhou peuvent étonner, en raison de leur caractère libéral et de leur optimisme.

Sur certains points, il semble justement pêcher par excès d'optimisme. Voici les lacunes qui paraissent les plus importantes.

Le problème du ratio de fonds propres, d'abord. Les objectifs n'ont pas été remplis dans ce domaine. De plus, comme le reconnaît lui-même Zhou, cet objectif n'est pas suffisant, du moins à long terme. Il faut viser la capacité des banques à rapporter des profits à leurs actionnaires. Zhou ne mentionne pas Bâle II et son ratio Mc Donough, plus précis et plus exigeant que celui de Bâle I. En outre, La question de la masse des PNP reste encore loin d'être résolue, de nouvelles créances douteuses sont créées chaque année. Se pose aussi avec acuité la question des AMC : leur récupération des PNP constitue clairement un jeu comptable qui ne résout en aucun cas le problème. Jusqu'à présent, les autorités ont réagi en injectant dans les banques des liquidités prélevées sur les réserves de change. Toute la question est maintenant de savoir **jusqu'à quand la Banque centrale pourra agir de la sorte sans nuire à sa crédibilité**. Certains économistes comme Wing Thye Woo estiment que de nouvelles injections pourraient mettre en péril le système financier chinois¹⁴. Il est loin d'être assuré que les autorités soient de cet avis.

Autre affirmation sujette à caution, celle du **retrait de l'Etat**. Zhou le qualifie d'inévitable. Certes, mais alors que dire des 186,3 millions de yuans en actions de la CCB détenus par la Huijin, une entreprise dépendant du gouvernement ? Est-il vraiment assuré que les autorités soient prêtes à moyen/ court terme à perdre le contrôle de ces banques ?

Enfin, il faut noter que Zhou ne mentionne nulle part la question des étrangers investissant massivement dans les banques chinoises.

(CASC) et le International Accounting Standards Board (IASB), concernant la convergence entre les normes chinoises et les normes IFRS. Cf. <http://www.iasplus.com/country/china.htm>

¹⁴ WING Thye Woo (2004) « Les Obstacles Structurels au Contrôle Macroéconomique en Chine », *La Revue d'Economie Financière*, op. cit.

6. Les révolutions bancaires (2) : Les Diables Roux à la porte de Minsheng

Synthèse commentée de Thibaud Voïta d'après : - Yu Ning « Les deux problèmes de l'attrait des investisseurs pour la Banque Minsheng », Caijing, n° 146, 14 novembre 2005.

La banque Minsheng, la Pudong Development Bank, la Shenzhen Development Bank, la China Construction Bank et la Bank of Communication : voici quelques-uns des établissements dont les récents lancements sur le marché ont attiré des investisseurs étrangers qui font désormais partie de leurs plus gros actionnaires.

C'est une tendance générale qui semble se dessiner. Temasek, la Royal Bank of Scotland, BNP-Paribas, UBS, HSBC, Citigroup, Deutsche Bank... les grands groupes internationaux tentent des entrées médiatisées –et souvent critiquées– aux Conseils d'Administrations des banques commerciales chinoises. Goldman Sachs a obtenu en 2004 l'autorisation de lancer une banque d'investissements domestique dont elle détiendra le contrôle. Cette tendance ne touche pas que le secteur bancaire. Le 25 octobre, l'américain Carlyle a pris le contrôle de 85% de l'entreprise Xugong. A peu près en même temps, UBS rachetait 20% de Beijing Securities. Mieux encore, les autorités chinoises ont déclaré que des entreprises étrangères pouvaient contrôler intégralement des compagnies de chemin de fer chinoises¹⁵.

Certes, ce mouvement est officiellement encouragé par les autorités, comme l'atteste la « Communication relative aux actions issues de la réforme du système de répartition des actions et gérées par des investisseurs étrangers et autres questions »¹⁶, émise le 6 novembre dernier par le Ministère du Commerce et la China Securities Regulatory Commission (CSRC). Il n'en reste pas moins que certains observateurs s'inquiètent de ces évolutions, même au sein du libéral *Caijing*. Le pamphlet de Shan Weijian sur la réforme du système de répartition des actions de l'entreprise Baogang, paru en août en constituait une manifestation¹⁷.

Le présent article s'attache plus particulièrement aux actionnaires de la banque Minsheng.

Cet établissement présente la particularité d'être la seule banque privée de prêt chinoise. Depuis ses débuts, elle fait preuve d'une volonté

de diversifier sa structure d'actionnariat. **Elle cherche en particulier à se rapprocher des banques étrangères.** Elle n'est cependant pas encore parvenue à un accord général, et ce pour plusieurs raisons : elle refuse qu'un seul et unique établissement étranger détienne les 19,9% de ses actions autorisés et veut maximiser les profits que lui apporteront ces participations.

Le plan de transfert de ses actions qu'elle vient de mener à bien va dans ce sens¹⁸. Pour 10 actions détenues, ont été émises 1,55 actions. Ce plan s'est terminé le 26 octobre, faisant ainsi de la Minsheng la seule banque commerciale chinoise à avoir pour l'instant achevé son plan.

Ainsi, cette redistribution d'actions a « dilué » (*xishi*) les parts des plus gros actionnaires de Minsheng. New Hope, plus gros actionnaire de la banque, a vu ses parts diminuer de 6,91% à 5,987%. Le quatrième investisseur le plus important de la banque, le groupe Dongfang, a vu ses parts passer de 5,44 à 4,712%. Les parts du groupe singapourien Temasek, plus gros investisseur étranger en Chine, sont passées de 4,51 à 3,904%.

Or, pour attirer les investisseurs étrangers, Minsheng doit satisfaire aux normes internationales en matière de régulation bancaire, à savoir celles définies lors des accords de Bâle de 1988 (le ratio Cooke, voir article précédent). **Son ratio de fonds propres s'élève actuellement à 8,05%**, soit 0,5% au-delà du ratio Cooke. Reste qu'en **fonds propres durs, il ne dépasse pas 4,85%**. D'après *Caijing*, Minsheng ne peut se maintenir au-delà des 8% que jusqu'en février 2006. Si en 2004, elle a émis 5,8 milliards de yuans de créances subordonnées, les émissions de 2005 ne dépasseront pas 1,6 milliards. En effet, Minsheng a atteint la limite des 50% de ses fonds propres durs. Ce qui veut dire qu'elle ne peut plus s'appuyer sur des émissions de créances subordonnées pour améliorer ses ratios. Elle doit émettre de nouvelles actions.

Or la soif en capitaux de Minsheng est grande. Sa capitalisation a grimpé de plus de 20% en 2005, contre 50% les années précédentes. Ses capitaux nets représentent 22,5 milliards de yuans, parmi lesquels on compte 13,5 milliards de yuans de capitaux durs auxquels il faut ajouter 279,4 milliards de yuans de capital-risque. Une augmentation de 10% signifie 800 millions d'actions émises ce qui, au prix actuel de 3,6 yuans l'action représente 2,9 milliards de yuans. En ajoutant 1,6 milliards de créances subordonnées, on obtient un ratio d'environ 6% de fonds propres durs et un ratio de fonds propres qui dépasse les 9%. Mais ces résultats ne peuvent suffire à combler que deux ans de demande en capitaux.

¹⁵ « Over the Great Wall », *The Economist*, 05/11/05.

¹⁶ Soit « *Guanyu shangshi gongsi guquanfenzhigai sheji waiziguanli youguanwenti de tongzhi* ».

¹⁷ Cet article a été analysé dans le numéro précédent de *China Analysis* : « Réforme de Baogang, le J'accuse de Shan Weijian », *China Analysis*, n°1, septembre-octobre 2005.

¹⁸ Sur le plan de transfert des actions, voir « Réforme de Baogang, le J'accuse de Shan Weijian », *op. cit.*

Cette soif de capitaux contraint donc Minsheng à faire appel à des investisseurs étrangers. Ce que craint *Caijing*, c'est que l'actionnariat chinois ne se disperse de plus en plus, laissant à un étranger la possibilité de devenir le plus gros investisseur de la banque. Le magazine évalue à sept le nombre d'étrangers intéressés par Minsheng, le plus motivé semblant être le singapourien Temasek. Face à ce risque, les investisseurs nationaux ne peuvent rien faire : s'ils tentent par quelque moyen que ce soit de s'opposer à l'achat d'actions Minsheng par les étrangers, la banque risque de manquer de capitaux et les actionnaires actuels n'obtiendront pas les profits escomptés.

Actuellement le système financier chinois a trop besoin d'investisseurs étrangers pour renforcer les barrières à l'entrée. Reste qu'un certain « patriotisme économique » semble se développer dans les milieux économiques et financiers chinois.

7. Mines de charbon : la prévention coûte plus cher que les vies humaines

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après: - Wang Shijun, Hua Ren, Jiao Zhili, « Les jeux d'intérêts derrière les accidents miniers », Zhongguo Guoqing guoli, no.o 10, 2005, pp. 41-43

Les accidents dans les mines de charbon sont devenus chose courante en Chine. Les chiffres officiels parlent de presque 6000 morts en 2005. L'abondance de petites mines privées rend le contrôle des méthodes de production difficile, même si différents départements gouvernementaux sont chargés de veiller à la mise en place de mesures de sécurité dans les mines et de fermer des petites mines inefficaces et dangereuses.¹⁹ Cet article de la revue du Bureau national des statistiques aborde le principal frein à la mise en œuvre de ces mesures de sécurité : qui y a vraiment intérêt?

Le problème, reconnaissent les auteurs, est loin de disparaître. Au rythme de la croissance économique du pays, on ne peut se passer du charbon qui représente à lui seul 74% de la consommation d'énergie primaire en Chine²⁰. Les

¹⁹ Le gouvernement a prévu la fermeture de 5000 mines qualifiées de dangereuses en 2005. Alors que l'Administration pour la sécurité du travail (State Administration of Work Safety) a déclaré que l'objectif a été atteint, la commission pour le développement et la réforme (NDRC) a publié un rapport critiquant les gouvernements provinciaux pour n'avoir fermé que 40% des mines prévues. Voir "New figures cast doubt on mine closures", *China Daily*, 16 janvier 2006.

²⁰ D'autres estimations occidentales (de l'Agence internationale de l'énergie ou du Energy Information

réformes du secteur ont affaibli le contrôle gouvernemental tout en introduisant des mesures favorisant les investissements dans ce secteur. Les conséquences sont un investissement effréné dans les mines, une spoliation des ressources naturelles, une gestion trop dispersée et un accès inégal aux marchés, surtout en raison de l'hétérogénéité des régimes administratifs et fiscaux imposés sur les mines. Ceci est renforcé par les réformes fiscales qui ont octroyé plus d'autonomie financière aux provinces: les mines sont une source importante de revenus, et de ce fait les gouvernements provinciaux encouragent les investissements et le développement de ces ressources, en dépit de leur coût humain ou environnemental. De nombreux gouverneurs provinciaux estiment toujours que leur mérite politique passe par, des chiffres de croissance plus élevés et encouragent une croissance quantitative plutôt que qualitative.

Les propriétaires des mines (ou gérants dans le cas des mines non privées) sont ainsi confrontés à un choix: investir dans des équipements de sécurité et limiter la production aux taux fixés, ou ignorer la sécurité et poursuivre la surproduction (超产 chaochan). Souvent, c'est le deuxième choix qui est adopté.

Le calcul des propriétaires des mines est simple: l'investissement dans les installations de sécurité requises dans les mines privées est estimé en moyenne à 80 millions de yuan, de plus, les niveaux de production doivent être maintenus à un niveau qui souvent permet difficilement de rentabiliser l'investissement et qui dans tous les cas réduit les bénéfices. Toutefois, après un accident, lorsque la mine est automatiquement fermée, des mines ayant des dispositifs de sécurité peuvent négocier les délais de réouverture plus facilement.

Mais en optant pour la voie de la surproduction sans précautions, on évite ces dépenses d'investissement pour la sécurité, on peut bénéficier pleinement des variations de prix sur les marchés, et une fois un accident survenu, la mine n'a qu'à lever des fonds pour les compensations (la compensation pour un mort s'élève à 100.000 yuan): souvent, ces compensations n'atteignent pas le montant des investissements dans les dispositifs de sécurité. Ainsi, cette deuxième option reste tout à fait envisageable, voire plus attrayante pour une mine privée.

La situation est-elle différente pour une mine publique? Pour les gérants de ces mines, choisir la première option implique d'abord un investissement très important, car souvent il s'agit d'installations anciennes qui ont une mauvaise infrastructure. D'après les calculs des auteurs, ces mines devraient s'endetter d'environ 50 milliards

Administration américain) parlent d'une part de 65% pour le charbon.

de yuans pour mettre en place les mesures de sécurité; Or, non seulement la responsabilité personnelle de ces gérants est limitée dans le temps, mais leur promotion dépend des résultats. Dans une logique de mérite politique fondé sur des chiffres de croissance, un tel investissement ne serait bénéfique qu'à long terme, mais dans l'immédiat, la mine ne serait pas lucrative, les salaires des employés ne pourront augmenter, la mine ne sera pas en mesure de payer ses impôts et les carrières des gérants actuels pourraient en souffrir. Les risques liés à un grand accident semblent moins concrets et certains que les bénéfices de la surproduction.

La surproduction est de ce fait un problème de grande envergure. Parmi 27 provinces et villes productrices de charbon, (toutes mines confondues - publiques, privées, locales), en 2004, sur 20 provinces en surproduction, 19 étaient à 10% de surproduction tandis que Pékin, Fujian et Shanxi en étaient à 50% de surproduction.

Il revient donc, d'après les auteurs, au gouvernement de veiller à la sécurité de la production. Or, tout comme pour les gérants et les propriétaires, adopter de nouvelles mesure de contrôle est problématique: renforcer le contrôle sur les dispositifs de sécurité dans les mines implique d'abord des coûts directs et des coûts indirects (suite à la baisse de la production); ensuite, la province qui met en place un système de contrôles pourrait se retrouver désavantagée par rapport à d'autre provinces, qui ne les appliquent pas; enfin, les gouverneurs locaux sont rarement amenés à assumer une responsabilité pour les accidents, au contraire, souvent, ils aident les responsables des mines à dissimuler les faits ou les circonstances de l'accident.

Quelles sont les mesures proposées par les auteurs? D'abord, "améliorer la relation industrielle", développer une organisation (组织 *zuzhi*) pour la protection des droits des plus faibles – les mineurs – et élever les montants des compensations, ensuite, et c'est sur cet aspect que les auteurs mettent l'accent, changer certains aspects de la gouvernance locale: mettre fin à la poursuite de croissance à tout prix, évoluer vers un gouvernement plus limité (*youxian zhengfu*) qui gouverne par la loi.

Ces propositions restent toutefois très abstraites, et ne s'adressent pas directement aux problèmes que les auteurs soulèvent. Le cas des mines de charbon est bien représentatif des difficultés de mise en œuvre des politiques annoncées par le gouvernement central, et notamment des rapports avec les gouvernements et les intérêts locaux. .

8. Les migrants des différentes régions n'ont pas les mêmes revenus

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après:
- Peng Licha, « Les ouvriers paysans à la conquête de l'Est », *Zhongguo Guoqing guoli*, numéro 9, 2005, pp. 13-15

Apparu dès le milieu des années 1980, le phénomène des migrants ruraux venus travailler dans les centres urbains - les "ouvriers paysans" (*mingong*) - a pris son ampleur au cours des années 1990 et exerce depuis lors une forte influence sur l'emploi tant en milieu rural qu'en ville.

Cette livraison du *Zhongguo Guoqing guoli*, la publication du Bureau national des statistiques, propose une étude des flux migratoires des *mingong*, de leurs choix de destination et de leurs conditions de vie dans les provinces d'emploi. Sans offrir d'analyse, cet article donne les résultats d'une étude menée au sujet de la population *mingong* en 2004. Effectuée à partir de données recueillies dans tout le pays, cette étude reposant sur 68.000 foyers paysans et 7.100 études et documents officiels (même si ces chiffres n'éclaircissent pas la nature des données utilisés et ne permettent de juger leur exactitude et représentativité pour cette population) donne les résultats suivants :

En 2004, la population *mingong* comptait 118.230.000 personnes, une hausse de 4% par rapport à 2003, et représentait désormais 23.8% de la main d'oeuvre paysanne. La vaste majorité des *mingong* sont issus des provinces du Centre, dont plus de 5 millions de personnes issues de chacune des provinces suivantes: Jiangsu, Anhui, Shandong, Henan, Hubei, Hunan, Guangxi et Sichuan. Pour l'Anhui, le Jiangxi, le Hubei et le Sichuan, le départ des *mingong* en ville représenterait une baisse de plus de 30% de la main d'oeuvre paysanne.

Le mouvement migratoire conduit essentiellement vers l'Est, même si, comme le relève l'étude, les revenus nets des *mingong* y sont, en fin de compte, les plus bas. Or, 65.000.000 des *mingong* choisissent de partir à l'Est (par rapport à 14.2% qui migrent dans les provinces du Centre et 15.3% vers l'Ouest du pays – voir Tableau 1). Les *mingong* trouvent principalement un emploi dans les grandes villes, et d'abord dans six provinces ou municipalités autonomes: Guangdong (28.4%), Zhejiang (8.1%), Jiangsu (6.8%), Shandong (4.7%), Shanghai (4.4%), Fujian (4.2%), Beijing (3.8%). La province du Guangdong est donc de loin le premier pôle d'attraction, s'y concentrent 26 millions de *mingong*, l'équivalent du nombre total des *mingong* dans le Centre et à l'Ouest du pays.

Quant au revenu mensuel moyen des *mingong*, en 2004 il s'élevait à 780 RMB, une hausse de 78

RMB par rapport à 2003. Dans l'Est, les salaires moyens des *mingong* ont connu une hausse de 12.6% pour atteindre 798 RMB, au Centre, une hausse analogue pour atteindre 724 RMB, et à l'Ouest, le revenu moyen s'élevait à 701 RMB, (soit une hausse de 8.9% par rapport à 2003). Le niveau salarial varie selon les différentes tranches d'âges : entre 16 et 20 ans le revenu moyen s'éleve à 627 RMB, alors qu'entre 26 et 30 ans il est de 850 RMB et enfin, pour les *mingong* de plus de 40 ans, il atteint 883 RMB.

En dépit de la hausse des revenus moyens, les *mingong* gagnent 58% moins qu'un employé urbain (*zhigong* 职工 - 1335 yuan de moyenne mensuelle) ; ses dépenses étaient inférieures de 308 RMB (soit 49%) à celles dépenses de ces derniers. Ce calcul ne prend pas en compte les

avantages médicaux, d'éducation et de logement dont jouissent les citoyens permanents.

A en croire les résultats de cette enquête, ce ne serait pas l'exode des *mingong* vers les provinces de l'Est du pays qui garantirait les revenus les plus élevés, cependant, les conclusions de l'article sont douteuses car les chiffres avancés par les auteurs dans le texte et les statistiques données dans le tableau no. 2 indiquent deux tendances opposées. Comme souvent, l'usage chinois des statistiques reste assez impressionniste ; il est vrai que dans tous les cas, ce sont bien les *mingong* issus des provinces de l'Est elles-mêmes qui obtiennent, où qu'ils aillent, les revenus les plus élevés.

Tableau 1 : *Nongmingong* – emploi par régions (%)

Région de départ	Région de destination					
	2004			2003		
	Est	Centre	Ouest	Est	Centre	Ouest
Totalité du pays	70	14.2	15.6	68	14.7	17.1
Est	96.6	2.1	0.8	96.3	2.4	0.9
Centre	65.2	32.8	1.8	64	33.9	1.8
Ouest	41	2.9	55.8	37	2.9	60

Tableau 2 : Comparaison des revenus et des dépenses des *mingong*

		Employés dans les provinces de l'Est	Employés dans les provinces du Centre	Employés dans les provinces de l'Ouest
Main d'oeuvre en provenance de l'Est du pays	Revenu	892	1115	1337
	Dépenses	311	349	427
	Revenu net	580	766	910
Main d'oeuvre en provenance du Centre du pays	Revenu	698	682	717
	Dépenses	282	224	235
	Revenu net	416	458	482
Main d'oeuvre en provenance de l'Ouest du pays	Revenu	723	859	688
	Dépenses	322	283	248
	Revenu net	401	576	440

9. Les relations Chine-Etats-Unis : une analogie avec les stratégies du marché financier

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :
- Yang Jiemian, « L'environnement international et les évolutions de la relation sino-américaine : réflexion stratégique et mesures politiques », *Guoji wenti yanjiu*, numéro 6, décembre 2005, pp. 1-6
- Da Wei, Sun Ru, « L'orientation du rajustement de sa politique chinoise par l'administration Bush », *Xiandai Guoji guanxi*, numéro 11, novembre 2005, pp. 9-13

Le discours de Robert Zoellick²¹, prononcé en septembre 2005, appelant la Chine *stakeholder* (*lihaiyouguan zhe*) dans le système international, a lancé un débat interne en Chine, aussi bien sur le rôle de la Chine dans ce système que sur la nature et les évolutions possibles des relations avec les Etats-Unis.

Les deux articles cités s'attachent donc à l'étude de la relation sino américaine, mais alors que Da Wei et Sun Ru comparent les politiques chinoises de la première et la deuxième administration Bush (représentées par le discours de Zoellick et l'article de Richard Haass publié dans la revue *The National Interest* en 2002²²), Yang Jiemian étudie les relations sino américaines à partir du système international et de l'insertion de ce partenariat dans ce système. Les deux analyses parlent, plus ou moins implicitement, de l'idée d'un véritable partenariat entre les deux géants. Conséquence directe aussi bien du discours de Zoellick mais aussi des propos des chefs de la diplomatie américaine au cours de ces derniers mois – la Chine est reconnue par les Américains comme la puissance qu'elle a le potentiel de devenir. La finesse de ces deux analyses réside dans les lectures qu'elles font de cette évolution ainsi que de leurs prévisions pour l'avenir, et surtout dans la difficulté qu'elles voient dans cette nouvelle approche américaine.

Les approches de nos auteurs divergent toutefois; Yang Jiemian analyse la structure internationale à partir de la relation sino-américaine, se fondant sur l'idée d'un quasi partenariat entre la Chine et les Etats-Unis, et sur l'assertion que la Chine aurait accepté de devenir un "stakeholder". D'après lui, Washington et Pékin sont engagés à faire de leur mieux afin de bien gérer les questions internationales. De leur côté, Da Wei et Sun Ru

s'attachent à étudier l'évolution de la politique chinoise des deux administrations Bush, tout en évaluant cet appel américain à la Chine de devenir un *stakeholder* avec grande prudence, afin d'en conclure qu'il serait difficile pour la Chine d'assumer ce rôle.

Le dialogue stratégique²³ sino-américain qui s'est tenu à Pékin au mois d'août semble également être un point de départ et de repère pour ces analyses. Yang Jiemian évoque une convergence d'intérêts sur des thèmes plus traditionnellement évoqués comme le terrorisme et la sécurité, ainsi que sur des questions comme la sécurité énergétique, la "sécurité politique et culturelle"²⁴. D'après les auteurs, les deux pays reconnaissent également la tendance du système international vers la multipolarité même si les deux pays divergent dans leurs appréciations de ce système et de ses implications pour leurs intérêts propres. Pour les Etats-Unis, ce système est essentiellement une courroie de transmission et de consolidation de leur suprématie et de la prédominance de leur système de valeurs. Pour la Chine, ce système fournit le cadre idéal pour son développement car il lui offre un espace de manœuvre étendu (*guangkuo de kongjian*). Ainsi, à l'avenir, les deux pays auraient un intérêt commun à préserver ce système, en dépit des limitations qu'il impose aux Etats-Unis et des difficultés que la consultation multilatérale peut poser pour la Chine.

Vu cet objectif commun à long terme, les échanges entre les deux pays devront être accompagnés d'une collaboration politique de haut niveau et une intensification des liens diplomatiques. Or ce rapprochement, bâti sur l'histoire complexe de la relation bilatérale, entraîne nécessairement une plus grande méfiance mutuelle. C'est cette méfiance mutuelle et l'appréhension face à la croissance de la Chine qui serait à la base du discours de Zoellick.

En effet, les chefs de la diplomatie américaine estiment désormais que la Chine devient une "deuxième puissance" mais évoquent leur incertitude quant au chemin que suivra la Chine, étant donné que "les intentions stratégiques de la Chine ont un caractère indéterminé" (*you bujueding xing*), de ce fait, alors qu'ils sont prêts à renforcer la collaboration avec la Chine, ils restent vigilants

²³ Un dialogue qualifié à la fois "stratégique" et de "haut niveau" -战略/高层对话

²⁴ Or, il ne définit toutefois pas ce qu'il entend par sécurité politique et culturelle, des choix curieux car les points communs sur ces aspects sont assez peu nombreux. D'ailleurs, Da et Sun ne partagent pas cette vision et estiment que les divergences sont quasi irrécyclables sur les questions culturelles, politiques et que la sécurité énergétique est une priorité stratégique d'ordre national.

²¹ "Whither China: From Membership to Responsibility", à <http://www.state.gov/s/d/rem/53682.htm>

²² Richard Haass, "The Case for Integration", *The National Interest*, Fall 2005, pp. 22-29

(*fangfan*) et suivant la même logique financière qui les a amené à appeler la Chine à devenir un *stakeholder*: ils font désormais du *hedging* (*duichong*). L'originalité de cette analyse de Da Wei et Sun Ru réside essentiellement dans cette lecture de la stratégie américaine.

Les auteurs étudient l'évolution de la politique américaine à travers ce qu'ils estiment être deux personnages représentatifs des courants majeurs au sein des deux administrations Bush, et en arrivent à l'analyse suivante:

La deuxième administration Bush envisage ses relations avec la Chine à travers le paradigme d'une Chine forte (strong China paradigm) au détriment du paradigme d'une Chine faible (weak China paradigm) qui prédominait auparavant, même si, soulignent les auteurs, ce paradigme est fondé sur l'imaginaire américain. Il y a un grand écart entre la perception américaine de la Chine et la réalité. Les Etats Unis estiment que la Chine a déjà accompli son émergence et qu'elle continue sa course, et surtout, que la Chine est désormais intégrée dans les mécanismes financiers et économiques internationaux et devrait de ce fait assumer ses responsabilités dans ce système. Bien que *stakeholder* ne soit pas aussi proche que "partenaire stratégique" dont parlait Haass, ses implications sont supérieures car il y a là un aveu de puissance et d'égalité. Les prémices théoriques américains n'envisagent plus la Chine comme un acteur faible, externe au système mais comme une puissance intégrée au système international.

De ce fait, les mesures politiques ont dû également évoluer afin de dépasser les objectifs d'intégration ou de *containment*. Etant donné que le nouveau fondement de la politique américaine est l'affirmation que la Chine fait partie du système international, les Etats-Unis ne peuvent plus jouer la carte de "leurrer" (*youhuo*) la Chine en lui offrant la possibilité d'intégrer au système tout comme ils ne peuvent plus "contenir" la Chine (*yuzhi*) et l'exclure du système. La politique américaine ne pourra qu'être "vigilante" (*fangfan*). Enfin, les attentes mais aussi les appréhensions au sein de cette relation ont monté d'un cran aboutissant à un "deep interaction" (en anglais dans le texte), traduisant à la fois la profondeur de la coopération et le caractère inévitable d'une interaction entre deux acteurs à l'intérieur du système.

La politique américaine s'est donc rajustée en conséquence: d'une part les Etats Unis approfondissent la collaboration mais d'autre part exercent plus de pression afin de tourner la coopération dans un sens qui leur soit favorable. D'où, selon la logique financière américaine, quand le risque croît, le recours au *hedging* est inévitable. Autant les bénéfices de la relation sino-américaine peuvent être élevés, autant le risque est grand. En investissant *buying in* (*mai jin*) dans les relations avec l'Inde et le Japon, les Etats Unis se protègent

d'une "baisse de leur action chinoise". Dans le meilleur des cas, l'investissement américain dans la Chine rapporte des dividendes, mais dans le pire des cas, les Etats-Unis peuvent faire valoir leurs relations avec l'Inde et le Japon contre la Chine et minimiser leurs pertes.

Comment pourraient évoluer ces relations?

Les auteurs estiment que l'objectif à terme est d'aboutir à un *modus operandi* entre les deux puissances, tout en prenant en compte que les enjeux en question sont d'une envergure, nouvelle (pour Da et Sun), que les différences de systèmes de valeurs sont irréconciliables et que la méfiance mutuelle sur les dossiers stratégiques reste très importante (la Chine craint la collaboration américaine avec les différents pays asiatiques au même titre que l'activité chinoise en Asie centrale et les acquisitions faites par les multinationales chinoises inquiètent les Etats-Unis).

Enfin, les auteurs identifient les obstacles à la réalisation de cet objectif. D'abord, ils mettent en avant un problème commun aux deux pays, à savoir, la tendance vers les influences départementalistes et régionales (*bumenhua he difanghua*) dans les prises de décisions. "Les deux pays ont un gouvernement central fort avec des dirigeants qui se chargent, en personne, de guider la politique [concernant l'autre pays]".

Ensuite, la deuxième administration Bush arrive à sa fin, le Président étant fortement affaibli sur le plan interne, il risque de ne pas être en mesure de traduire cette nouvelle orientation en mesures pratiques, d'autant que le Pentagone et les services de renseignements, ainsi que des groupes d'intérêts, seraient susceptibles de bloquer certaines initiatives concrètes de rapprochement.

Enfin, d'après Da et Sun, la Chine se trouve confrontée, elle aussi, à "certains défis", car accepter de devenir un *stakeholder* pourrait non seulement mettre en cause ses intérêts nationaux en matière de sécurité financière et énergétique, mais pourrait également être perçu par les pays asiatiques ou par les pays en voie de développement comme un alignement aux côtés des Etats-Unis, réfutant ainsi la politique étrangère indépendante de la Chine.

"Comment résoudre ces problèmes de façon équilibrée est un défi auquel doit faire face le gouvernement chinois, mais les décideurs américains, qui demandent à la Chine 'd'assumer une partie des gains et des pertes' (*fendan lihai*), devraient également en être conscients."

10. Asie : la région n'existera qu'avec la Chine contre les Etats-Unis et leur ordre.

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après:

- Shao Zhiqin, "La croissance économique en Asie de l'est et ses implications sur le plan international", *Dangdai yatai, (Asie contemporaine)*, numéro 11, novembre 2005, pp. 47-53

- Pang Zhongying, "le rôle de la Chine dans la transformation de l'ordre régional en Asie", *Waijiao pinglun, (Foreign Affairs Review)*, no. 83, août 2005, pp. 41-49

- Huang Shan, "Perspectives du sommet de l'Asie orientale", *Caijing*, numéro 148, 12 décembre 2005, pp. 42-44

Le premier sommet d'Asie orientale, tenu le 14 décembre à Kuala Lumpur en Indonésie, a donné lieu à un grand nombre de publications et débats en Chine continentale concernant l'avenir d'une intégration régionale asiatique.

Les articles cités envisagent l'intégration régionale à partir de perspectives très différentes: alors que la revue *Asie contemporaine* adopte une lecture purement économique des relations intra régionales (et envisage les solutions possibles sous le même angle), la *Foreign Affairs Review*, publiée par le Ministère des affaires étrangères chinois, fait une lecture très politique des obstacles à la régionalisation – un point de vue soutenu (mais présenté comme le point de vue d'analystes étrangers) par le bimensuel pékinios *Caijing*. Ces trois analyses font preuve de pessimisme concernant le processus d'intégration asiatique; seule l'analyse économique formule certaines recommandations, alors que IPang Zhongying (*Foreign Affairs Review*) évoque des obstacles structurels à l'intégration régionale. Ce constat est renforcé par *Caijing*, qui prévoit un avenir limité pour la régionalisation asiatique, à défaut de véritable volonté politique de poursuivre celle-ci.

Pang Zhongying commence son analyse par les critères d'un ordre régional. Pour lui, ce n'est ni un système indépendant de l'ordre global, ni une simple projection sur l'échelle régionale de ce dernier. Le système régional ne peut être régi selon les mêmes normes et principes que l'ordre global, étant donné que les systèmes régionaux sont en mutation permanente (intégration économique et politique). Le fonctionnement interne de l'Union européenne, par exemple, devient de plus en plus distinct du fonctionnement du système international, sans que Pang ne relève toutefois en quoi il s'opposerait à ce dernier... De ce fait, le système régional ne peut plus être considéré comme une application de l'ordre global sur une échelle plus réduite. Mais au lieu d'offrir une nouvelle analyse à partir de cette interprétation à la fois normative et particulariste du régionalisme, Pan

enchaine sur une vision réaliste classique, constatant que l'ordre régional est façonné par les évolutions de l'équilibre de puissance entre ses acteurs, en clair, par l'émergence et le déclin (*xingshuai*) des Etats. Toutefois, en théorie, cet ordre régional donne lieu selon lui à une étape intermédiaire de discussion et de collaboration entre le niveau national et le niveau global, qui viendrait s'ajouter aux autres éléments façonnant le système international (tels que l'équilibre des puissances, le droit international, la diplomatie etc). Pang ne distingue pas l'interaction entre les Etats au sein d'une région, qui donne ensuite lieu à la formation de l'ordre régional, du rôle éventuel de la région en tant qu'acteur au sein du système international. L'analyse qui s'ensuit de l'ordre asiatique, reflète cette incapacité de distinguer entre les deux niveaux, puisqu'elle reproche à l'ordre régional asiatique son incapacité à sortir du système international - dominé par les Etats-Unis - pour créer un ordre régional indépendant. Celui-ci serait façonné par l'émergence de la Chine et constituerait un système spécifiquement asiatique servant d'intermédiaire entre le niveau national et global.

Pang considère ensuite l'Asie, son organisation émergente et ses caractéristiques. Si traditionnellement l'Asie est une région fondée sur différents pôles économiques, culturels et historiques, elle est dominée à présent par un *hegemon* externe, que les pays de la région refusent de voir en tant que tel, et dont ils encouragent la présence car ils y voient une solution aux problèmes internes de la région et une réponse à la montée en puissance de la Chine. Ainsi, depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, l'Asie est dominée de façon "anormale et irrationnelle" par le système de *hub and spokes* mis en place par les Etats-Unis.

L'Asie est également une région qui manque de structures politiques, économiques et militaires pour régir les interactions entre les acteurs et surtout pour réguler les liens entre les différentes puissances émergentes (Chine et Inde) ou en cours de réémergence (Japon). Cette situation est à l'origine de l'acceptation du rôle américain par les autres pays asiatiques, car à défaut de "coopération horizontale", ils se tournent vers Washington pour décider des questions intérieures à la région. L'auteur va jusqu'à comparer cette situation aux systèmes des rapports entre les pays d'Afrique et les puissances coloniales.

Toutefois, l'absence d'organisation politique et économique commune et la faiblesse des mécanismes de sécurité (l'auteur évoque l'Organisation de Coopération de Shanghai mais non le Forum Régional de l'Asean), combinée avec la présence de plusieurs organisations trans-régionales ou interrégionales (APEC et ASEM),

suscitent une conscience croissante du besoin d'un ordre régional « à caractère asiatique » (*yazhouxing*).

Le troisième trait qu'évoque Pang est un faible degré de régionalisation combiné à une montée du nationalisme. Avec l'émergence de la Chine et de l'Inde, et le renforcement progressif du Japon, le développement économique s'accompagne également d'une nouvelle course aux armements. Les trois puissances coopèrent avant tout pour maximiser les intérêts, de chacun et le risque d'un conflit, associé à une forte prégnance du nationalisme ne peut être totalement écarté. Or, si la Chine et l'Inde peuvent être complémentaires sur beaucoup de plans, notamment celui de l'économie, le Japon continue à "poser un problème". Pour l'auteur "le problème japonais" n'a jamais été résolu en Asie. Contrairement à l'Europe où la solution au "problème allemand" a été une intégration multilatérale, en Asie, aucune réponse n'a été apportée au problème, qui a été passé sous silence. Après 1945, les Etats-Unis ont dicté le modèle de développement du Japon et depuis, le Japon s'est concentré sur son développement économique, mettant de côté les aspects politiques. Or, à présent, le Japon a l'ambition de devenir un pays "normal" sans avoir résolu ses problèmes historiques et politiques.

Nos trois auteurs n'ont pas la même vision du régionalisme asiatique sur le plan asiatique. Certes, l'évolution asiatique privilégie le développement individuel des pays : à défaut de coordination, estiment les auteurs, les pays de la région ne pourront que devenir concurrents pour les capitaux, les marchés et les ressources énergétiques. Cependant, Shao Zhiqin (*Dangdai Yazhou*) se montre plus optimiste sur la complémentarité fondamentale des économies régionales. Certains caractéristiques asiatiques représentent toutefois des obstacles à une intégration plus large: d'abord, la prédominance des entreprises familiales et d'un mode de gestion familial. Ces petites entreprises familiales ont en effet contribué au dynamisme des économies asiatiques mais, historiquement, ont été peu capables de s'étendre au-delà de frontières géographiques assez limitées. A présent, elles sont difficilement acceptées à l'étranger, ont des lacunes importantes en matière de gestion et se transforment difficilement en entreprises multinationales. Ensuite, les économies asiatiques sont fortement dépendantes de leurs exportations ce qui rend l'Asie vulnérable aux évolutions globales, et surtout aux tendances protectionnistes de ses partenaires commerciaux. Les pays asiatiques devraient donc à la fois améliorer le niveau technologique de leurs exportations, tout en encourageant la consommation interne. Ils devraient également poursuivre la libéralisation des échanges, surtout dans le domaine des services financiers. Si tout cette évolution n'est pas

impossible, elle requiert un engagement politique dans le processus d'intégration.

Sur ce point, toutes les analyses convergent. La volonté politique des uns et des autres est à la base de l'intégration régionale. Pour Shao Zhiqin, la Chine et le Japon pourraient servir de moteurs de cette régionalisation, le Japon orientant à la fois investissements *et knowhow* ou savoir faire vers les autres pays de la région ; la Chine, quant à elle, ferait valoir sa force politique aussi bien que sa capacité d'entraînement économique. Pang Zhongying voit dans la présence américaine en Asie l'obstacle principal à toute forme d'intégration régionale. Mais il souligne que le système de *hub and spokes* américain est en train de s'affaiblir en Asie : d'abord parce que le Japon et la Corée le remettent en cause, ensuite parce que l'émergence de la Chine représente une alternative à ce système et offrirait désormais la possibilité d'un ordre purement asiatique.

De ce fait, un ordre régional asiatique serait en gestation, et aurait pour seul obstacle les Etats-Unis, qui refusent de renoncer à leur rôle en Asie. A en croire Pang Zhongying, la présence américaine devrait s'effacer, non en raison de la montée en puissance chinoise, mais parce que la revendication par les pays de la région d'un modèle proprement asiatique est très forte. La Chine ne ferait que soutenir cette tendance, en offrant un modèle autre que celui qui est pratiqué par les Etats-Unis.

Enfin, selon Huang Shan (*Caijing*) les acquis du premier sommet du premier Sommet de l'Asie orientale sont limités²⁵ en raison de l'animosité entre la Chine et le Japon²⁶ et de l'absence des Etats-Unis. Cette dernière rend « irréaliste » toute discussion sur les questions de sécurité traditionnelle.

L'objectif de l'intégration asiatique reste un objet central de débat en Chine. Toutefois, dans la multitude de publications et analyses publiées à ce sujet, peu atteignent un niveau d'analyse conduisant à une vision cohérente d'un ordre régional, de ses objectifs, et surtout, des moyens pour le mettre en pratique.

²⁵ Une vision très pessimiste de ce sommet est donnée par Eric Teo Chu Cheow, voir "Geostrategic imperatives of the East Asia Summit", <http://www.csis.org/media/isis/pubs/pac0555.pdf>

²⁶ Pour une analyse qui ne voit pas une entente politique sino-japonaise comme indispensable, voir Yiyi Lu, Chris Hughes, "The East Asian Model to Creating a Regional Community", *The Straits Times*, 24 décembre 2005.

11. La menace de sanctions contre l'Iran n'est pas crédible

Ecrit avant l'accord des membres permanents du Conseil de sécurité pour une saisine de celui-ci, et la transmission du dossier par l'AIEA qui s'en est suivie, ce point de vue d'un ancien ambassadeur chinois en Iran témoigne du scepticisme officiel sur toute politique internationale de sanction contre Téhéran, et sur une éventuelle action de force par les Etats-Unis. Sans en donner les recettes, l'article prône la voie de la « sagesse politique » pour résoudre le problème.

Hua Liming²⁷, "Refer Iranian nuke issue to the UN, so what?", Renmin Ribao Haiwaiban (People's Daily Overseas edition), 16 janvier 2006.

All those who love peace in this world wish we live in a nuclear-free world. Unfortunately, due to widely known reasons, our global village has already stored 14,500 nuclear heads which are enough to wipe out mankind for more than 100 times. Thus, 178 countries have signed the Nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT) in the hope that the nuclear weapons will not proliferate any more. Meanwhile, the international community also doesn't like to impose sanctions on or resort to arms to any country in order to stop the latter's nuclear program. There are enough lessons to draw if one looks at the Iraqi people's suffering from the 13-year-old United Nations (UN) sanctions and the country's extended conflicts and wars.

Now Iran's nuclear crisis has come to a cross.

Representatives from the five major nuclear powers are gathering in London to discuss how to deal with Iran's resumption of uranium enrichment. The European Union (EU) Troika -- Britain, France and Germany -- have announced to cancel their talks with Iran scheduled for Wednesday. They plan to join the United States to push the International Atomic Energy Agency (IAEA) to pass a resolution on Iran's nuclear issue in order to submit to the UN Security Council. Russia's stance also has subtle changes. Foreign Minister Sergei Lavrov has recently expressed that Iran's recent resumption of uranium enrichment made people suspect Iran seeks military purpose under the pretext of nuclear fuel program. The move indicates that sanctions are approaching Iran.

With precedence of Iraq and Libya, Iran is quite clear about what sanctions mean. However, this wouldn't shake Iran's determination to seek nuclear technology because current Iranian leaders believe that its national security, status of a power, state sovereignty and national pride are all related to the nuclear technology. To abandon it will seriously

weaken the authoritativeness and foundation of the Islamic authority, the price seems to be higher than a sanction.

U.S. dilemma in Iraq has made it unable to attack Iran militarily in the near future, on the contrary, it might need Iran's help. Iranian decision-makers will definitely not miss such a hard-to-come opportunity to develop its nuclear technology. From last August to January, within only 4 months, Iran has resumed uranium enrichment and conversion, "seizing the hour, seizing the day."

Sanctions are actually double edged. It strikes the punished, but hurts the punisher too.

Iran is the world's No. 4 oil producer and No. 2 oil exporter in Organization of the Petroleum Exporting Countries (OPEC). In case of sanctions on Iran, major European oil companies such as Total, Shell and BP would all have to withdraw from Iran and the EU and Japan, which heavily rely on Iranian oil, would face severe shortage of oil.

Russia would also have to stop its cooperation with Iran in nuclear technology and its high turnover sales of weapons to Iran. International oil price would soar and world economy would be affected.

It's also predictable that once being sanctioned, Iran would immediately withdraw from the NPT and freely develop its nuclear technology. Once isolated, Iran and its people would oppose America and other western countries with a stronger anger, and a more extreme political force would be pushed onto the political stage.

Many more possible chain effects of sanctions will be unpredictable. Therefore, the EU and the U.S., with strong words on Iran, are still at the stage of threatening to impose sanctions to deter Iran. Before the "big stick" is wielded, the issue is subject to the IAEA's voting. If the EU and the U.S. can't get a majority here, there will be no way for the issue to be referred to the UN Security Council.

Even if the IAEA passed the resolution, it would remain difficult to predict if the Security Council will pass a resolution. Meanwhile, Iran is not under pressure to waiting idly to be sanctioned. It's already used its oil weapon to impose pressure on the EU, Japan and many other Non-Aligned Movement countries.

Because the bottom line of the two sides is beyond conciliation, Iranian nuclear crisis is really a difficult diplomatic problem.

However, to solve the problem, it needs political wisdom, but not threat or threat to use force because the latter can only end up a situation where neither side gains and reveal the incompetence of the authority.

²⁷ Hua Liming est ancien ambassadeur de Chine en Iran

12. Les ONG américaines, vecteur de la démocratie politique en Asie centrale

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après:
- Li Lifan, Liu Jinqian, "L'échiquier stratégique des ONG américaines en Asie centrale", Guoji wenti yanjiu, numéro 6, décembre 2005, pp. 38-41

Cette analyse au sujet du rôle des ONG américaines en Asie centrale, signée par deux chercheurs de l'académie des sciences sociales de Shanghai, fait preuve d'une grande méfiance à l'égard de ces organisations non gouvernementales et d'une incompréhension fondamentale de leurs nature et objectifs.

L'article part de l'affirmation que les ONG américaines, financées principalement par le gouvernement américain, sont donc des outils de ce dernier dans la promotion active de la démocratie, surtout depuis le 11 septembre 2001. D'après cette analyse, l'activité des ONG dans les différents Etats d'Asie centrale "pose un défi à la stabilité sociale" et aurait même un caractère subversif.

Sur 2914 ONG américaines présentes en Asie centrale, 699 sont actives au Kazakhstan, 1010 au Kirghizstan, 595 au Tadjikistan, 138 au Turkménistan et 472 en Ouzbékistan. Ces ONG sont ensuite divisées par les auteurs en quatre catégories: ONG agissant comme forum de discussion, comme réseau de participation en ligne, comme collecteur d'informations (renseignements) et enfin intervenant direct.

Dans la première catégorie, les auteurs citent le *International Republican Institute* (IRI), NDI, *Freedom House*, *Silkroad Foundation*, *Voice of International*. Leurs objectifs seraient d'éduquer et de soutenir la population locale et les hommes politiques dans la voie des réformes politiques, de renforcer la notion de responsabilité des dirigeants vis-à-vis de la population et de promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, pour "former une opposition proaméricaine aux gouvernements en place et lui permettre d'occuper une place importante dans les sociétés des Etats d'Asie centrale".

La deuxième catégorie inclut des organisations comme IATP et CA Gateway qui offrent des formations et enseignements en ligne, un accès à des informations en temps réel et à une plateforme de discussion. Elles s'adressent principalement aux couches les plus aisées de la société, aux médias, hommes politiques et salariés dans les milieux urbains. Elles offrent également des canaux de communication avec l'étranger et encouragent les échanges sur Internet, suscitant ainsi une "déstabilisation de la conscience identitaire et une

plateforme pour la population afin d'exprimer ses griefs contre le gouvernement".

La troisième catégorie concerne les ONG qui collectent des informations, telles que le *Open Society Institute*, ou le *Peace Corps*. Ces ONG seraient en contact direct et constant avec l'ambassade des Etats-Unis dans ces pays et par le biais de la collecte d'informations, auraient contribué et encouragé les « révolutions multicolores » dans les Républiques d'Asie centrale.

Enfin, dans la dernière catégorie, celle de l'intervention directe, les auteurs évoquent le *International Crisis Group*, le *Albert Einstein Institute*, et le *Youth Human Rights Group*. Ces derniers auraient comme objectif l'enseignement des principes démocratiques et l'incitation à des révolutions pacifiques.

Ainsi, pour les auteurs, toutes les ONG américaines sont impliquées dans des processus révolutionnaires et promeuvent le changement de gouvernement dans leurs pays d'activité.

De plus, ces ONG, bien qu'elles se déclarent indépendantes, sont amenées à travailler au service des représentations diplomatiques américaines ou avec celles-ci. Leur insertion dans ces pays devient de plus en plus profonde, et les ONG participent à l'organisation des élections locales, fournissent un soutien légal, surtout en matière des droits de l'homme et interviennent dans l'éducation. Or, au fur et à mesure de leur participation dans la vie sociale, elles recherchent des structures homologues qui leur servent d'interlocuteur local. Ainsi, elles arrivent, d'après Li Lifan et Liu Jinqian, non seulement à déstabiliser la politique de leur pays hôte mais à mettre en place un réseau commun aux Etats de la région qui provoquent également des influences d'un pays à l'autre. Ceci donne lieu par la suite à un effet d'entraînement ("effet de dominos"): en 2003 c'était la révolution "rose" en Géorgie, puis en 2004 la révolution "orange" de l'Ukraine; en 2005 est venu le tour du Kirghizistan. Or, bien que les conditions dans ces pays soient assez différentes, les auteurs notent certaines similitudes: un manque de transparence dans les processus de privatisation aboutissant à l'appropriation des biens par les magnats industriels et les proches des dirigeants, des monopoles nouvellement créés et une corruption importante touchant l'administration politique à tous les niveaux. Ces tares, relèvent nos auteurs assez lucides sur ce point, ont été publicisées et dénoncées par les ONG.

A l'avenir, les ONG pourraient prendre une place plus importante dans la vie politique de ces Etats, y consolider leur présence et transformer une nouvelle fois les systèmes politiques locaux, influencer sur les médias et les hommes politiques afin d'en

faire "des interlocuteurs" pour l'Ouest, à partir de systèmes normatifs communs. Certains analystes (non cités par les auteurs) estimeraient que ceci ferait également partie de la diplomatie américaine dans le secteur énergétique...

Un autre scénario est envisageable : les ONG américaines joueraient un rôle indirect dans la transformation politique de ces pays: en y encourageant l'arrivée de capitaux et technologies en provenance du Japon et d'autres "nouvelles démocraties" (comme l'Ukraine et la Géorgie). Tout en restant dans les coulisses, elles promouvraient le processus de démocratisation dans la région.

Quelle que soit l'hypothèse, les auteurs estiment que les Etats-Unis ne renonceront pas à cet outil important que sont les ONG en Asie centrale. Leur objectif ultime serait d'affaiblir l'emprise russe sur la région, mais aussi d'en écarter l'influence européenne...

13. Relations entre les deux rives : deux approches de la sécurité future

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :

- "Le courant Nouvelle Vague s'est déjà aperçu que Taiwan se trouvait dans une situation délicate", éditorial, *Zhongguo Shipao (China Times)*, 4 janvier 2006, A2.

- "L'expérience des vols charters du Nouvel an peut être élargie dans un esprit d'ouverture positive", éditorial, *Zhongguo Shipao (China Times)*, 21 janvier 2006, A2.

Le 1er janvier 2006, le Président Chen Shui-bian a prononcé un discours important, qui annonce un net changement d'approche en matière de politique continentale²⁸. Dans son discours, le chef de l'Etat rejette la ligne, connue par son slogan "ouverture positive, gestion efficace" (*jiji kaifang, youxiao guanli*), qui avait guidé la politique continentale de Taiwan depuis 2001. Il propose d'y substituer une ligne de "gestion positive et d'ouverture efficace" (*jiji guanli youxiao kaifang*). Ce renversement rhétorique signifie que Taiwan avancera de manière encore plus prudente dans sa gestion des échanges entre les deux rives, et que les autorités continueront de réguler au maximum tous les aspects de ces échanges, afin de mieux les freiner. Le discours présidentiel a suscité de nombreuses réactions. Ces deux éditoriaux du *Zhongguo Shipao*, un quotidien d'opposition modérée, proposent une exégèse de la stratégie présidentielle, une critique de son approche, et des propositions concrètes pour développer les échanges inter-détroit.

Au-delà de la dispute traditionnelle entre l'indépendance et l'unification, au-delà des conflits d'intérêt et de la lutte de pouvoir entre le camp présidentiel et l'opposition législative, le débat sur l'avenir de Taiwan s'organise autour d'une ligne de fracture entre nationalisme (*guozu zhuyi*) et internationalisme (*quanqiu zhuyi*). Chacun de ces deux courants avance une approche spécifique de la place de Taiwan dans le monde et par rapport à la Chine.

Le courant nationaliste place la construction d'un "pays normal" (*zhengchang guojia*) au sommet de son agenda politique. A l'intérieur, il prône la consolidation maximale de l'identité nationale taiwanaise, l'écriture d'une nouvelle constitution, et la tenue de référendums. A l'extérieur, il adopte une approche des relations internationales s'inscrivant dans l'école réaliste. Voyant la Chine comme un

ennemi et une menace sécuritaire pressante, il recherche l'équilibre des forces militaires entre les deux rives par une politique de construction d'alliance avec les Etats-Unis et le Japon, et par des achats d'armements afin de maximiser la puissance militaire de Taiwan. Sur le plan économique et commercial, il fait preuve d'une perception aiguë de la sécurité économique de Taiwan et ne veut donner à la Chine aucun levier de pression pouvant à l'avenir appuyer des revendications politiques. Ainsi, il défend un contrôle strict des allers et venues entre les deux rives, qu'il s'agisse des flux de personnes, de capitaux ou de technologies. En termes de politique publique, cette vision aboutit à une approche fermée sur les questions des liaisons aériennes directes, du tourisme, de l'investissement, ou de la reconnaissance éventuelle à Taiwan des diplômes universitaires de Chine continentale. C'est cette approche qui a été retenue par le Président Chen Shui-bian lors de son discours du Nouvel an.

Au contraire, le courant internationaliste met l'accent sur la croissance. A l'intérieur, il propose une trêve dans le débat sur l'identité nationale taiwanaise. A l'extérieur, il défend une approche fondée sur l'économie internationale, consistant à rechercher le meilleur positionnement stratégique pour Taiwan, afin de maximiser ses gains économiques dans un contexte de mondialisation accélérée. Il perçoit la Chine continentale comme une opportunité, à la fois comme l'usine du monde mais également comme le marché de consommation le plus prometteur à l'échelle mondiale. Taiwan détient là un avantage géographique et culturel décisif, que les autorités de l'île devraient exploiter en encourageant les échanges de capitaux, de technologies et de ressources humaines. La politique publique doit permettre les liaisons aériennes directes et le tourisme continental à Taiwan, et relever les plafonds pour les investissements taiwanais en Chine. Selon cette approche, Taiwan devrait chercher à devenir une interface entre la Chine et le monde entier. Cette ligne n'existe pas seulement chez le Kuomintang et son allié le People's First Party. Au Parti Démocrate Progressiste, elle est défendue par la puissante faction Nouvelle Vague (*Xin chaoliu*), qui le 3 janvier 2006, a ouvertement critiqué, dans une conférence de presse, le discours du Président Chen.

L'opposition entre une approche sécuritaire et une approche économique a toujours existé au sein du gouvernement taiwanais, et du Parti Démocrate Progressiste. Lorsqu'il a été élu en 2000 sur un programme de "Nouvelle Voie du Milieu" (*xin zhongjian luxian*), Chen Shui-bian avait formulé une vision recherchant l'équilibre entre ces deux approches. Depuis, il l'a abandonnée, pour se repositionner sur la ligne nationaliste. Cet abandon s'explique peut-être par l'opposition inflexible des

²⁸ "Chen to tighten Cross-Strait Policies", *Taipei Times*, 2 Janvier 2006.

dirigeants de Pékin et leur volonté de ne donner aucun crédit au Parti Démocrate Progressiste. Mais quelles que soient les raisons de son échec, selon le quotidien, l'approche actuelle des autorités de l'île fait probablement perdre du temps et des bénéfices économiques à Taiwan. En effet, pour le *Zhongguo Shipao*, la ligne nationaliste ne peut pas garantir la sécurité absolue de Taiwan, alors que la ligne internationaliste permettrait à l'île d'effectuer des gains de sécurité relative en diminuant le niveau de conflit politique entre les deux rives.

Dans un second éditorial, le *Zhongguo Shipao* cherche à démontrer les avantages que pourrait retirer Taiwan d'une politique d'ouverture des liaisons aériennes directes et du tourisme continental sur l'île. Depuis le 20 janvier, pour la deuxième année consécutive, les deux rives sont reliées directement par des vols charter pour la période du Nouvel an chinois²⁹. Contrairement à 2005, l'événement ne bénéficie plus d'une couverture enthousiaste de la part des médias de l'île. Il semble être déjà devenu une formalité administrative. Alors, pourquoi ne pas élargir la mesure ? Par exemple, en acceptant des liaisons aériennes directes pour le transport de marchandises, et en limitant les transports de passagers au week-end ? Pour le quotidien, Taiwan a encore moins de raisons que la Chine communiste de refuser les liaisons directes. Les autorités de l'île ne les refuseraient plus que pour des raisons idéologiques³⁰.

L'ouverture des liaisons aériennes directes pour le transport de marchandises serait extrêmement avantageuse pour les entreprises de transport taiwanaises. Aujourd'hui, alors que les exportations de produits manufacturés chinois explosent, les entreprises de transport chinoises n'ont pas les moyens matériels de suivre cette croissance accélérée ; leur flotte d'avions de transport est trop réduite, et elles ne peuvent pas acheter assez rapidement un nombre suffisant d'avions aux constructeurs aériens étrangers. De nombreux produits restent bloqués plusieurs journées sur les aéroports chinois, et il y aurait parfois besoin d'« enveloppes rouges » pour qu'ils décollent enfin. Pour Taiwan, c'est une véritable opportunité, d'autant plus que l'île se trouve dans une position avantageuse. Taiwan possède assez d'avions-cargo, ses capacités de transport sont supérieures à celle de la Chine. Tous les produits dont

l'exportation est retardée pourraient être ré-exportés vers les marchés de consommation en transitant par Taiwan, ce qui ouvrirait pour l'île un vaste espace de croissance, même momentané. Lorsque la Chine aura développé ses propres compagnies aériennes, Taiwan aura eu le temps de consolider sa mainmise sur quelques routes commerciales, et pourra conserver en partie son avantage initial. Ainsi, l'île ne sera pas marginalisée dans l'espace économique régional.

Pour ce qui concerne les vols de passagers, l'ouverture des liaisons aériennes directes permettrait aux voyageurs taiwanais de réaliser une économie annuelle de 30 milliards de dollars de Taiwan (750 millions d'Euros), sans parler des économies de temps et de leur impact en termes de compétitivité. Aujourd'hui, alors que le tourisme continental à Taiwan n'est toujours pas ouvert, la quasi totalité des passagers de ces vols seraient taiwanais. Mais, comme le montre l'exemple de Hongkong, si cette mesure était couplée à un accord sur l'ouverture touristique de l'île aux Chinois du continent, les bénéfices économiques seraient décuplés. La reprise de Hongkong s'explique en partie par l'impact positif de l'ouverture du tourisme sur le secteur des transports et sur la consommation. Aujourd'hui, la croissance économique de Hongkong est la plus importante parmi les Quatre Dragons³¹. Les ressources touristiques de Taiwan sont plus importantes que celles de Hongkong. Le tourisme japonais ne suffit pas à les mettre pleinement en valeur, car son effet économique est limité. Tous les projets gouvernementaux de développement du tourisme resteront lettre morte si Taipei continue à refuser de laisser entrer les Chinois du continent.

Pour le quotidien, Taiwan peut continuer à se retrancher derrière le slogan « gestion efficace » et tenter de freiner le développement naturel des échanges entre les deux rives pour des raisons de sécurité. Néanmoins, pour ce qui est des liaisons aériennes directes et de l'ouverture au tourisme, Taiwan devrait plutôt agir selon le principe « d'ouverture positive ». Le monde entier ne cherche-t-il pas à attirer les touristes chinois ? L'île peut très bien s'amarrer à la croissance chinoise pour mieux se développer. Une fois encore cette année, les vols charters du Nouvel an prouveraient que les transports directs ne posent pas de risque pour la sécurité de l'île. Dans ces conditions, l'agenda de négociation avec Pékin devrait être fixé au plus vite autour de trois sujets: les transports de marchandises, les transports de passagers, et le tourisme continental.

²⁹ Du 20 Janvier au 13 février, six compagnies chinoises et par six compagnies taiwanaises effectueront chacune 36 vols entre les deux rives.

³⁰ Pour mieux comprendre la position des autorités taiwanaises quant aux liaisons aériennes directes, se référer à l'étude réalisée par la Commission aux Affaires Continentales du Yuan Exécutif. "Assessment of the Impact of Direct Cross-Strait Transportation", 15 Août 2003. www.mac.gov.tw

³¹ Presque 7% d'après les estimations de la CIA, voir *The World Factbook*, <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/hk.html>

14. Après la défaite du camp présidentiel aux législatives de décembre, le pouvoir revient vers les partis

Synthèse commentée de Hubert Kilian d'après:
- Shih Chengfeng « Le parti se soumet-il ? Il garde ses distances ! » Lienhebao (*United Daily News*), 16 janvier 2006. pages éditoriales.
- Chen Chaojian « Les quatre dilemmes du PDP » Zhongguoshibao (*China Times*) 16 janvier 2006. pages éditoriales.
- Ju Haiyuan « Passez la main Monsieur le Président ! » Zhongguoshibao (*China Times*) 19 janvier 2006. pages éditoriales.

Les élections combinées³² qui ont eu lieu à Taiwan le 3 décembre 2005 ont été témoins d'une large défaite pour le Parti Démocrate Progressiste. Cette défaite, unanimement qualifiée de cinglante par la presse taiwanaise, a provoqué un séisme politique dans les rangs de la majorité présidentielle, entraînant ainsi une crise de confiance, un large remaniement gouvernemental avec la nomination au poste de Premier Ministre de Su Tsheng-chang³³ et l'organisation d'élections primaires au sein du parti. Cette élection primaire³⁴ a fait l'objet de nombreuses analyses soulignant les dysfonctionnements d'une majorité dominée par Chen Shuibian et l'exercice politique d'un pouvoir mal encadré par une pratique constitutionnelle hésitante.

Dans le premier article, Shih Chengfeng donne d'abord une explication du faible taux de

³² Les élections combinées du 3 décembre 2005 avaient pour objet d'élire 23 chefs de comtés et maires des municipalités relevant de la province, 901 conseillers et 319 maires de petites communes relevant des comtés. Le KMT a obtenu 50.96% des suffrages contre 41.95% pour le DPP. Le KMT et ses alliés ont remporté 17 villes et comtés dont celui du Grand Taipei, dirigé depuis 16 ans par le DPP.

³³ Su Tsheng-chang avait lui-même démissionné de la Présidence du PDP qu'il occupait depuis janvier 2005 à la suite de cette défaite électorale.

³⁴ Trois candidats étaient en compétition pour ces primaires: You Shyh-kun, Tsai Tong-rong et Wong Jin-zhu. Le taux de participation s'est élevé à 19.96%, soit 46 649 adhérents sur les 230 000 autorisés à voter. Le PDP compte 530 000 membres. You Shyh-kun, l'homme du Président, s'est imposé avec 25 397 voix, 16 846 allant au très indépendantiste Tsai Tong-rong et 4 406 à Wong Jin-zhu. Son mentor, Lin Yi-hsiung, figure historique du Parti a ensuite annoncé son départ du parti, provoquant un nouveau drame : "Former DPP chairman leaves party" *Taipei Times*, 25 Janvier 2006. Lin Yi-hsiung est, après Shih Ming-teh et Hsu Hsin-liang, également figures historiques des luttes de la première heure, le troisième ancien Président a quitté le Parti.

participation qui selon lui s'explique par le désintérêt de la base pour ces élections primaires. Ce désintérêt a été renforcé par l'absence de bus mis à la disposition des militants pour les amener à Taipei, affaiblissant ainsi la capacité de mobilisation des factions. Shih Chengfeng remarque en outre que le parti avait cependant connu une hausse d'adhésions liée à une politique de distribution de postes dans l'appareil d'Etat aux nouveaux adhérents. C'est aussi de cette manière que You Shyh-kun a pu s'attacher le contrôle du Comité Central - en distribuant les ressources et autres avantages au Parti.

Shih Chengfeng et Chen Chaojian s'attachent ensuite à décrire la guerre d'alliances stratégiques à laquelle les factions se sont livrées. Selon leur analyse, le comportement de la faction de la Nouvelle Vague (*Xinchaoliuxi*) a représenté un facteur critique dans cette élection et a pu être utilisé de manière très efficace par Yu Shyi-kun grâce à l'alliance stratégique formée avec la faction de Su Tsheng-chang et orienté autour de la nomination de Su au poste de Premier ministre. Ces deux factions ont forgé une alliance forte, soutenant la candidature de Yu Shyi-kun et l'idée d'une collaboration avec le Président Chen Shuibian, tout en tentant d'affaiblir l'alliance entre Hsieh Chang-ting, le Premier Ministre sortant et Lu Hsiu-lien, la Vice-présidente de la République de Chine et Présidente intérimaire du Parti, et ce dans la perspective des élections présidentielles de 2008. Selon Shih Chengfeng, il est possible que Yu Shyi-kun cherche à l'avenir à dominer ces deux factions afin d'éviter que celles-ci ne prennent une importance trop décisive. La plus grande leçon à tirer de cette élection primaire, selon Shih Chengfeng, est qu'elle a été menée par Yu Shyi-kun uniquement avec la force des factions de Su et de la Nouvelle Vague, le seul risque auquel était exposé Yu Shyi-kun étant de passer pour une marionnette de Chen Shuibian.

Tsai Tong-rong le principal rival de Yu Shyi-kun, a pu bénéficier du soutien de la faction pour l'Etat Providence (*Fuliguo lianxian*) et du soutien des hommes de Hsieh Chang-ting et de Lu Hsiu-lien rassemblés au sein de la "mainstream faction" (*zhuliu lianmeng*), et d'autres factions marginales dans le parti comme l'alliance verte (*luse youyi lianmeng*). Cependant, la discipline de vote n'a pas été aussi rigide que prévue et cela représente, selon les auteurs, une indication très claire de la nature de l'opposition à la faction de la Nouvelle Vague. Si l'on se réfère par ailleurs aux débats télévisés organisés avant ces élections³⁵, Tsai Tong-rong n'a pas fait preuve d'une opposition trop forte au Président Chen Shuibian, réclamant seulement une amélioration de la communication entre les membres du gouvernement et le Parti.

³⁵ "DPP candidates spar in debate" *Taipei Times*, 08 janvier 2006.

Quant au rôle de Wong Chin-chu, selon Shih Chengfeng, il reste finalement assez obscur et seuls les membres de la faction de la Nouvelle vague doivent probablement en avoir une idée claire. Selon Chen Chaojian, si l'on se réfère au nombre de voix qu'elle a obtenu, on peut effectivement penser qu'elle a essayé de diluer les efforts de Tsai Tong-rong de recueillir le plus de voix possible. Finalement, les analyses des deux auteurs se rejoignent pour considérer que la faction de la Grande Justice (*Zhengyi lianxian*) a permis de maintenir l'influence de Chen Shuibian sur le parti, tandis que la faction de la Nouvelle Vague a fait preuve d'une certaine force de rassemblement. A l'inverse, la faction pour l'Etat Providence (*Fuliguo lianxian*) n'a pas fait preuve d'une très grande mobilisation. Ce qui pousse les deux auteurs à conclure à une opposition plus faible que prévue au Président Chen Shuibian et de prévoir une future guerre entre Su et Yu dans la perspective des présidentielles de 2008.

Les trois articles s'interrogent ensuite de manière semblable sur la question des rapports de pouvoir entre le Président, le gouvernement et le Parti. Shih Chengfeng estime de manière très cohérente que la pratique constitutionnelle taiwanaise se cherche encore, mais que dans le cadre d'un système présidentiel tel qu'il est pratiqué à Taiwan, il est indispensable selon lui, que le parti et le gouvernement conservent une distance nécessaire afin d'éviter une dégradation des rapports entre le Parlement et le gouvernement. Il écarte de ce fait, la possibilité d'un fonctionnement inspiré du modèle britannique de cabinet.

Ju Haiyuan s'inscrit à l'inverse dans cette logique constitutionnelle d'inspiration britannique en critiquant la trop lourde influence du Président sur le gouvernement et le parti. Selon l'auteur, Chen Shuibian répéterait la même erreur constitutionnelle de son prédécesseur, Lee Tenghui, qui avait monopolisé la politique de défense, la diplomatie et la politique continentale sans aucune limite, cédant à la tentation d'une centralisation du pouvoir - qu'aucun texte constitutionnel ne limite clairement. Ju Haiyuan considère que la tâche la plus urgente à laquelle doit s'atteler Yu Shyi-kun est de débarrasser le parti de l'influence présidentielle tout en conservant de bonnes relations avec celui-ci. Il considère comme nécessaire que le processus de décision redevienne collectif et conforme à l'esprit démocratique et que le parti redevienne un parti de gouvernement. Si les trois entités, la présidence, le gouvernement et le parti continuent d'être soumises à un seul homme et de fonctionner de manière non démocratique, le parti multipliera les échecs électoraux. Selon l'auteur, Chen Shuibian doit laisser le parti reprendre le pouvoir qui lui revient et lui permettre de gouverner par l'intermédiaire du gouvernement.

Enfin, Chen Chaojian estime indispensable pour Yu Shyi-kun de réformer le fonctionnement interne du parti, mais juge décisif la définition de

nouvelles relations entre la présidence, le gouvernement et le Parti. Cette réforme devrait se bâtir autour des trois lois (*yanguang san fa*) qui sont la discipline interne au parti, les règles relatives à la gestion des fonds publics et l'établissement de règles de gouvernement honnête. Selon l'auteur, la question de la dilution des factions représente un élément clé dans la perspective de reconstruction d'un soutien continu et de long terme à Chen Shuibian. Son approche diffère dans la mesure où il n'envisage pas de lecture constitutionnelle de la crise actuelle.

Les scrutins municipaux et législatifs prévus pour 2006 et 2007 constitueront la véritable épreuve pour Yu Shyi-kun. Un échec le forcerait à partir très tôt, conformément à la tradition en vigueur au parti, laissant ainsi la question de la nouvelle direction du PDP entière.

15. L'économie taiwanaise au miroir de la Corée du Sud

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel d'après :

- « *La Corée du Sud, un joueur féroce* », dossier spécial de Taiwan News, n°212, 17-25 Novembre 2005, pp. 30-44

A l'occasion du treizième sommet de l'APEC le 19 novembre 2005 à Pusan, l'hebdomadaire pro-indépendantiste *Taiwan News* propose dans un dossier spécial une comparaison¹² des économies et des stratégies de développement de la Corée du Sud et de Taiwan. Parmi les quatre dragons de l'Asie Orientale, Taiwan s'était toujours perçu comme plus dynamique que la Corée. Or, depuis quelques années, cette perception s'est inversée.

Pour la première fois, en 2004, la Corée du Sud a dépassé Taiwan en termes de revenu par habitant. De 1998 à 2004, son PIB par habitant a presque doublé, passant de 7477 dollars américains par an à 14108 dollars. Dans le même temps, le revenu annuel moyen des Taiwanais ne croissait que de 12307 dollars à 14032. Sur la période 1999-2005, la croissance économique coréenne a été en moyenne de 5,75% par an, deux points de plus que celle de Taiwan, à 3,64% par an, même si l'écart est en faveur de Taiwan sur la période 2003-2005 (4,23% contre 3,83%)³⁶. La croissance coréenne s'est appuyée sur des stratégies commerciales agressives et efficaces. La Corée dégage beaucoup plus d'excédents commerciaux que Taiwan : 2 milliards de dollars en septembre 2005 contre 600 millions pour Taiwan. D'après les

³⁶ Bureau des statistiques du Ministère de l'économie taiwanaise, avec des chiffres de croissance prévisionnels pour 2005 (3,7% pour Taiwan et 3,8% pour la Corée).

prévisions coréennes et taiwanaises misant sur la poursuite de la reprise japonaise et la stabilisation des prix du pétrole, les excédents commerciaux pour l'année 2005 devraient atteindre 22,2 milliards de dollars pour la Corée, contre 2,2 milliards pour Taiwan (l'excédent le plus bas depuis 23 ans). La perte de confiance (*shidiao zixin*) de l'économie taiwanaise, alors que son taux de croissance est comparable à celui de la Corée, s'explique avant tout par la diminution de ses excédents commerciaux.

Comme pour Taiwan, la Chine représente pour la Corée le premier marché d'exportation et la première destination pour ses investissements extérieurs. Cependant, entre 2004 et 2005, la Corée a dépassé Taiwan comme second exportateur sur le marché chinois. Le cadre des « relations de partenariat et de coopération globales » (*quanmian hezuo huoban guanxi*), établi entre Séoul et Pékin en 2003, a encore accentué la tendance de l'économie coréenne à s'appuyer sur la Chine. Alors qu'en 2004, Taiwan fournissait à la Chine 11,55% de ses importations contre 11,09% pour la Corée, de janvier à août 2005, la Corée a vendu à la Chine pour 48,5 milliards de dollars de biens et services, contre 45,9 pour Taiwan³⁷. Le phénomène selon lequel « la Chine produit, Taiwan encaisse les additions » (*Taiwan jiedan, Zhongguo shengchan*) est en train de se déplacer au profit des Coréens. Pour le *Taiwan News*, la Corée peut plus se permettre que Taiwan d'appuyer son développement sur la Chine, car les relations politiques sino-coréennes sont bonnes. Au contraire, Taiwan doit diversifier autant que possible ses partenaires. Sur le plan du commerce bilatéral, de plus en plus de pièces détachées intervenant dans la fabrication des produits taiwanais viennent de Corée. Le déficit taiwanais, de 6,28 milliards en 2004, devrait atteindre 8 milliards en 2005. Derrière le Japon, la Corée est déjà le deuxième État source de déficit commercial pour Taiwan, en particulier en raison de ses exportations de circuits intégrés et de micro-composants sur le marché de l'île.

Quels enseignements peut tirer Taiwan du sursaut d'énergie de l'économie coréenne après la crise qui l'avait particulièrement touchée en 1997? L'hebdomadaire s'interroge sur deux points particuliers. Tout d'abord, sur les bienfaits d'un modèle qui voit le gouvernement cibler des industries pilotes pour s'attaquer au marché mondial (*zhongdian chanye jinjun shijie*) et qui planifie leur développement de manière ordonnée, dans la tradition de l'État développementaliste. Les succès de la construction navale, de la production automobile, des produits électroniques et des jeux vidéos en ligne, qui sont aujourd'hui les plus grandes sources de revenus d'exportation pour

³⁷ Statistiques des douanes chinoises.

l'économie coréenne, correspondent à un choix stratégique de Séoul. Très représentative de ce mode de développement, la production culturelle (*wenhua chanye*) a été l'un des vecteurs de la reprise coréenne. Elle a été au cœur d'une « fièvre coréenne » (*hanliu*) dans toute l'Asie. Comme tous les pays d'Asie, Taiwan est un consommateur friand de séries télévisées coréennes, et les acteurs comme les popstars de la péninsule provoquent sur l'île des débordements d'enthousiasme lorsqu'ils posent le pied sur l'aéroport Tchang Kai-Shek. Mais le contraire n'est pas vrai : Taiwan ne dispose d'aucun *soft power* culturel sur la Corée. Comment ce phénomène récent a-t-il pu se développer ? Il s'agit également d'un choix stratégique. En 1999, Séoul a passé la « Loi fondamentale pour développer les industries culturelles » et en 2002, Séoul a fourni 450 millions de dollars à ces industries pour se développer. L'objectif coréen est d'occuper 5% du marché mondial de la consommation culturelle. De 1995 à 2001, les exportations de produits cinématographiques et télévisuels coréens ont été multipliées par cinquante, de 210000 dollars à 11 millions de dollars. Selon certaines prévisions, cette industrie devrait dans les prochaines années rapporter plus à la Corée que son industrie automobile. A Taiwan au contraire, le gouvernement ne fixe plus de grandes stratégies de production auxquelles il donne des impulsions décisives. Il se contente d'orienter le développement économique de l'île. En 2002, le Yuan exécutif taiwanais a par exemple mis en œuvre un « Plan de six ans de développement national ». Ce plan prévoit qu'en 2006, les chiffres d'affaires des industries de production d'écrans LCD couleur et de semi-conducteurs devraient chacun atteindre un milliard de dollars de Taiwan. Il a d'autre part ciblé les biotechnologies et la technologie digitale comme deux espaces de croissance importants pour l'économie de l'île. Mais Taipei cherche plus à créer les conditions nécessaires au développement de ces industries qu'à les guider sur la voie du succès à l'échelle mondiale. Pour les Taiwanais, la grande faiblesse du modèle coréen réside dans sa croissance à deux vitesses (*liangjihua*). La croissance économique est confinée à quelques secteurs bien déterminés, caractérisés par la concentration industrielle ; dans ces conditions, les fruits de la croissance sont mal répartis et il est plus difficile de conserver un modèle de développement égalitariste. Au contraire, depuis l'élection de Chen Shui-bian en 2000, Taipei aurait mis l'accent sur des politiques sociales de correction des inégalités.

Deuxième point, la Corée a su créer des marques réputées sur les marchés internationaux, effectuant un passage réussi des OEM (*Original Equipment Manufacturing*) aux ODM (*Own-design*), voire aux OBM (*Own-brand*). Hyundai, Samsung ou LG sont des exemples réussis de groupes qui ont développé une image internationale. Taiwan

doit continuer dans son entreprise de montée en gamme dans la chaîne de production. Les succès d'Acer ou de BenQ prouvent que c'est possible, avec beaucoup de temps et de ressources. Les structures des deux économies sont différentes. La Corée a pu bénéficier de la concentration initiale de son modèle industriel, ainsi que d'aides vigoureuses de ses gouvernements successifs, alors que le développement taiwanais s'est appuyé avant tout sur les PME. Hsu Ch'ih-jen, Président de l'Association taiwanaise du commerce extérieur (*waimao xiehui*), souligne que pour assurer son futur développement, Taiwan ne peut pas éternellement chercher à baisser ses coûts de production car il est impossible de surpasser la Chine sur le terrain des prix bas. Au contraire, Taiwan doit améliorer sa compétitivité en termes de qualité et d'image des produits, afin de rattraper le Japon, l'Europe occidentale, les Etats-Unis, en proposant des biens moins chers à qualité égale. Aujourd'hui, les industries les plus créatrices de richesse pour l'économie de l'île sont l'informatique, les technologies de l'information, les produits plastiques, le caoutchouc et le textile. Mais selon Hsu Ch'ih-jen, l'économie taiwanaise dispose de produits de qualité dans bien d'autres domaines, et avec des stratégies appropriées, elle pourrait également mondialiser des marques de meubles, de luminaires ou de bicyclettes par exemple.

Enfin, pour le *Taiwan News*, la Corée est bien plus un compétiteur qu'un partenaire, aussi bien sur ses choix de développement économique que sur ses positions stratégiques. Tout d'abord, l'hebdomadaire critique le choix coréen d'appuyer son développement sur celui de la Chine et « d'écouter le patron chinois » (*ting zhongguo laoda de hua*). Il rappelle qu'après le passage de la loi anti-sécession, Séoul a clairement choisi une passivité néfaste aux intérêts taiwanais, en refusant aux troupes américaines stationnant sur la péninsule le droit d'intervenir dans une éventuelle nouvelle crise du détroit. En refusant d'autre part d'intégrer la Corée dans le projet de bouclier anti-missile en Asie, perçu comme dissuasif contre une potentielle politique d'expansion agressive de la Chine dans la région, Séoul s'est également clairement démarqué de la stratégie américaine, au grand dam des intérêts de sécurité de Taipei.

La presse de ce numéro

- ❑ *Caijing* (Finance et Économie) : revue bimensuelle, fondée en 1998 et dirigée par Hu Shuli, sur l'actualité économique et financière quoique son lectorat s'étende également au monde politique. basée à Pékin – diffusion 90 000 ex.
- ❑ *Dangdai Yatai* (Contemporary Asia-Pacific Studies) : revue mensuelle publiée par l'Académie des Sciences Sociales de Chine.
- ❑ *Guoji Wenti yanjiu* (Etude des questions internationales) : revue bimestrielle publiée par l'Institut chinois d'études internationales (CIIS) à Pékin.
- ❑ *Huanqiu shibao* (Global Times): journal de reportage et d'analyse internationale créé en 1993 par le groupe officiel du *Quotidien du peuple* - diffusion 1 000 000 ex.
- ❑ *Lienhepao* (*United Daily News*) publié à Taiwan depuis 1951 ; le quotidien est entre autres alimenté par des informations issues des journaux de la diaspora du groupe Lienhepao. Diffusion 1 000 000 ex.
- ❑ *People's Daily* (Quotidien du Peuple) : version anglaise de l'organe officiel du Comité central du Parti communiste chinois qui peut publier des articles non parus dans l'édition en mandarin.

- ❑ *Renmin Ribao Haiwaiban* : édition étrangère du *Renmin Ribao*.
- ❑ *South China Morning Post* : quotidien proche des milieux d'affaires de Hong Kong diffusé à 114 000 ex.
- ❑ *Taiwan News* : quotidien anglophone de l'île.
- ❑ *Ta Kung Pao* (ancien *L'impartial*): quotidien piloté par le Parti communiste chinois et publié à Hong Kong depuis 1948. diffusion 16 000 ex.
- ❑ *Waijiao pinglun*, (*Foreign Affairs Review*), publiée par le Ministère des affaires étrangères chinois.
- ❑ *Wen Wei Po* : quotidien de Hong Kong.
- ❑ *Xiandai guoji guanxi* (Relations internationales contemporaines): revue mensuelle publiée par le CICIR (Institut chinois d'études internationales contemporaines) à Pékin.
- ❑ *Zhengming* (Rivalisons): revue mensuelle politique indépendante de Hong Kong
- ❑ *Zhongguo Guoqing guoli* : publication du Bureau National des Statistiques chinois.
- ❑ *Zhongguo Shipao* (*China Times*)
- ❑ *21 Shiji Jingji Baodao* (*21st Century Business Herald*): publié à 380 000 ex. par le groupe Nanfang Ribao

L'équipe

- ❑ **Editeurs** : François Godement et Michal Meidan
- ❑ **Contributeurs réguliers** : Michel Auroy, Mathieu Duchâtel, François Godement, Hubert Kilian, Michal Meidan, Thibaud Voïta, Joris Zylberman
- ❑ **Et aussi...** : Florence Biot, Cécile Cavoizy, Christine Chaigne, Valérie Demeure-Vallée, Lili Dutrey, Béatrice Freugé, Chloé Froissart (CEFC), Olaf Griese, Gilles Guiheux (CEFC), Églantine Jastrabsky, Aurore Merle (CEFC), Pierre Miège, Jean-Louis Rocca, Ilias Sarsembaev, Émilie Tran (CEFC)
- ❑ **Remerciements** : CEFC Hong Kong, Françoise Nicolas.